

# L'OLP et le PCF font le Paris de la Palestine

L'Organisation de libération de la Palestine et le Parti communiste français lancent un appel pour mettre fin aux massacres et à la colonisation d'Israël. Ils exigent la reconnaissance de l'État palestinien. **P. 12**

JEUDI 5 JUIN 2025 | N° 24207 | 2,90 € | [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

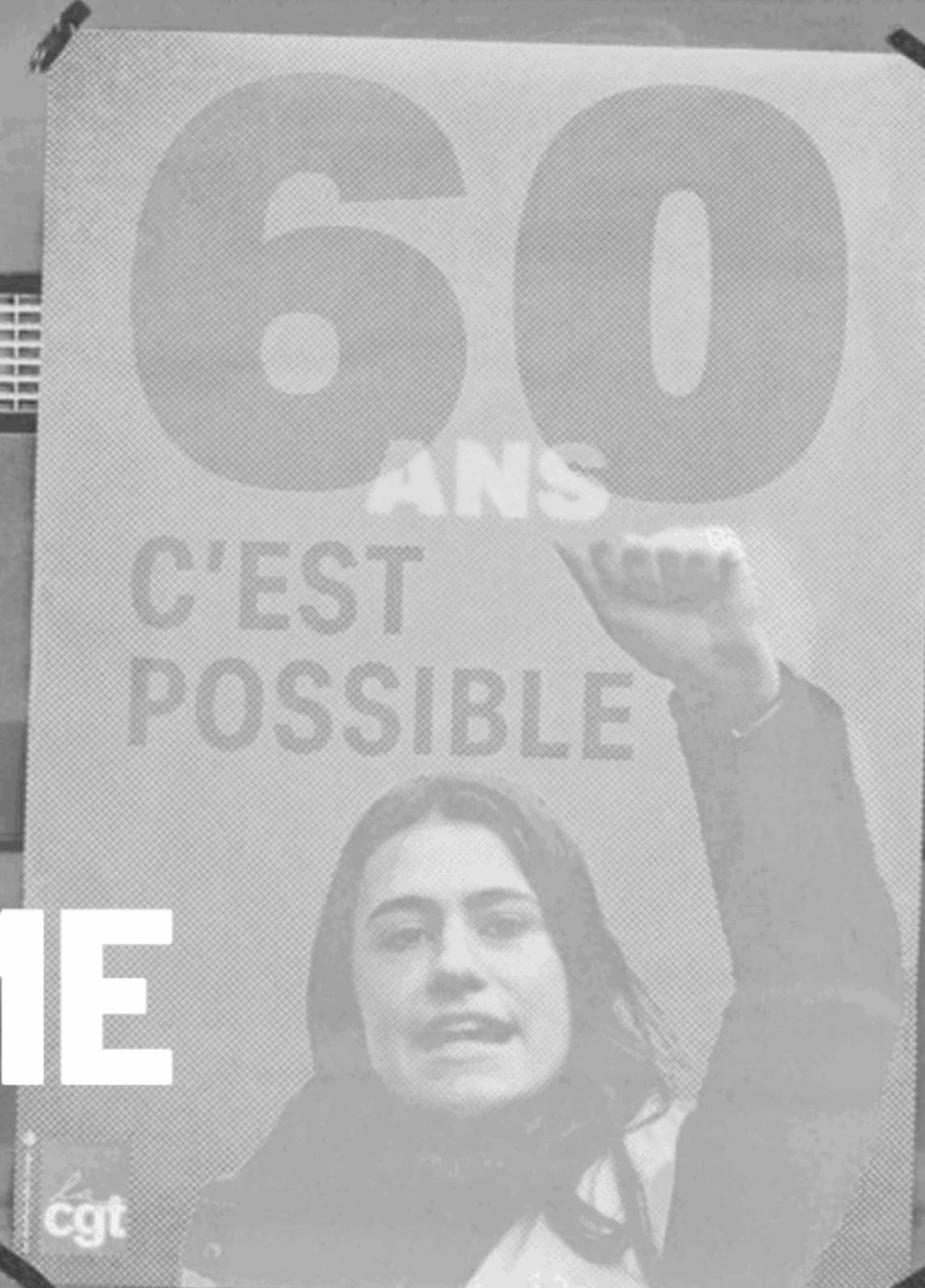
ALI JADALLAH / ANADOLU AGENCY

# L'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

RETRAITES

# DÉPUTÉS, CENSUREZ LA RÉFORME



Pour la première fois, l'Assemblée nationale se prononcera ce jeudi sur une résolution non contraignante visant à abroger le report de l'âge légal de départ à 64 ans. Un désaveu pour la Macronie et ses passages en force. Les syndicats appellent à une journée de mobilisation. **P. 2**

BELGIQUE 3 € - MARTINIQUE, RÉUNION, GUADELOUPE 3,20 € - MAROC 3,60 MAD



ADRIEN FILLON / HANS LUCAS



## ÉDITORIAL

PAR ROSA MOUSSAOUI

## Complicité

**À Gaza, chaque jour perdu pèse de tout son poids de vies anéanties.** Il n'est plus temps de « durcir le ton ». La mécanique génocidaire doit être stoppée de toute urgence. Cet « assaut barbare contre une population civile », selon les mots de l'ancien ambassadeur d'Israël en France Élie Barnavi, aurait pu être empêché. Il était ouvertement annoncé, dès le lendemain du 7 octobre, par les extrémistes au pouvoir à Tel-Aviv.

**Deux jours après les attaques du Hamas, le ministre de la défense,** Yoav Gallant, aujourd'hui visé par un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale, exigeait un « siège complet » pour infliger une punition collective à ceux qu'il désignait comme des « animaux humains ». Dans le même mouvement, le président israélien, Isaac Herzog, récusait « cette rhétorique selon laquelle les civils (...) ne sont pas impliqués ». Au même moment, Giora Eiland, major général de l'armée israélienne à la retraite et ancien chef du Conseil de sécurité nationale, promettait de « faire de Gaza un lieu où il sera définitivement impossible de vivre », tandis qu'Ariel Kallner, député du Likoud, plaidait pour « une Nakba qui éclipsera celle de 1948 ». La ministre de l'Information, Galit Distel Atbaryan, exhortait au même

La mécanique génocidaire doit être stoppée à Gaza.

moment l'armée israélienne à se montrer « vengeresse et cruelle », pour « effacer tout Gaza de la surface de la Terre ». De tels appels publics à perpétrer des crimes contre l'humanité sont innombrables. Personne ne pouvait les ignorer. **Pris d'un tardif sursaut de conscience**, Emmanuel Macron affirme aujourd'hui que les Occidentaux perdront « toute crédibilité » s'ils « laissent faire Israël ». Mais que valent ces paroles quand Paris continue de livrer du matériel militaire à Tel-Aviv ? Des révélations de nos confrères de Disclose indiquent qu'un cargo israélien devait faire escale ce jeudi 5 juin à Fos-sur-Mer pour y embarquer, en secret, 14 tonnes de pièces détachées de fabrication française pour fusils-mitrailleurs. Ils'agirait de la troisième expédition de ce type à destination de Haifa, depuis le début de l'année 2025. Les paroles ici ne valent rien. Seuls comptent les actes. De telles livraisons relèvent d'une inexcusable complicité : elles sont autant de feux verts au génocide en cours. ■

# L'Assemblée nationale va enfin voter sur la réforme des retraites

**PARLEMENT** Les élus communistes et ultramarins présentent, ce jeudi, une résolution non contraignante visant à abroger la réforme passée en mars 2023 par 49.3. Un désaveu pour la Macronie, qui a utilisé tous les artifices pour priver les députés de leur rôle et empêcher le moindre vote.

**U**n mot résume l'état d'esprit des députés de gauche : enfin ! Avec deux ans de retard, l'Assemblée nationale va pour la première fois pouvoir se prononcer ce jeudi sur le fond de la réforme des retraites imposée en 2023 malgré l'opposition massive des Français. Les députés communistes et ultramarins du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR) présentent dans leur niche parlementaire une résolution demandant l'abrogation des dispositifs fondamentaux de la réforme, soit le report de l'âge de départ légal en retraite de 62 à 64 ans et l'extension du temps de cotisation de quarante-deux à quarante-trois ans. « J'espère que la résolution sera votée majoritairement. Elle permettra enfin à l'Assemblée nationale de s'exprimer sur le sujet, alors que la réforme reste une plaie démocratique béante dans l'esprit des Français qui n'ont pas tourné la page et continuent de la refuser », explique le député PCF Stéphane Peu, coprésident du groupe GDR. Depuis 2023, l'exécutif et la Macronie ont eu recours aux pires outils institutionnels (47.1, 49.3, 44.3) pour contraindre le débat parlementaire,

empêcher le vote des députés et bloquer l'examen de pistes alternatives.

L'initiative est évidemment saluée par les différents groupes de gauche. En novembre dernier déjà, dans le cadre de sa niche, La France insoumise avait défendu une proposition de loi d'abrogation de la réforme Borne, mais cette dernière a buté sur une obstruction parlementaire inédite de la droite et des macronistes, qui ont multiplié les amendements pour éviter le scrutin. Faute d'un vote avant minuit, la proposition de loi est tombée dans les limbes parlementaires, alors qu'une majorité était disposée à la voter. « Nous en avons tiré enseignement. Nous entendons déjouer l'obstruction car une proposition de résolution ne peut être ni amendée ni bloquée par l'article 40, ce qui garantit un vote clair et sans entrave. Nous aurons donc le premier vote de l'Assemblée et enfin la vérité des prix sur qui combat ou non ce texte », assure Stéphane Peu. « Ce qui a de la valeur, c'est qu'il y ait un vote en tant que tel », souligne le député LFI Ugo Bernalicis, quand bien même LFI aurait souhaité que la niche du groupe Écologiste et social, en février, puis celle du groupe GDR, en juin, reprennent sa proposition de loi, au risque de n'examiner aucun

« La résolution ne peut être ni amendée ni bloquée par l'article 40. Nous aurons la vérité des prix sur qui combat ou non ce texte. »

STÉPHANE PEU,  
COPRÉSIDENT DU GROUPE GDR



Ce jeudi, les députés ont pour la première fois l'occasion de sortir du déni démocratique. XOSE BOUZAS/HANSLUCAS

autre texte, mais avec l'objectif, une fois tous les amendements d'obstruction examinés, d'aboutir à un vote avant la fin de la législature.

Et ce d'autant plus que la résolution n'a aucun caractère contraignant et ne forcera pas le gouvernement à renoncer à sa réforme. « Évidemment que c'est une résolution, puisque, chaque fois que nous faisons un texte contraignant, nous avons eu des manœuvres d'obstruction », expose Benjamin Lucas. Mais le porte-parole du groupe Écologiste et social prévient l'exécutif : « S'affranchir d'un vote qui aurait rencontré jeudi une majorité de parlementaires serait une forfaiture, la trahison complète du bon fonctionnement démocratique de notre pays. Le rôle du gouvernement est d'appliquer les décisions prises à l'Assemblée. » Le tout alors que près de sept Français sur dix veulent toujours le retrait de cette réforme sociale injuste et marquée du sceau du déni démocratique. « Cette réforme est un totem pour Macron, qui a expliqué son refus de nommer le Nouveau Front populaire à Matignon car nous entendions abroger le texte. Ce combat est iconique, car il départage ceux qui, au fond,

veulent des retraites individualistes par capitalisation et ceux qui défendent le collectif, la fraternité et la répartition », rappelle Stéphane Peu. C'est, symboliquement, un désaveu de l'œuvre macroniste qui se joue ce jeudi.

#### **LE BUT EST BEL ET BIEN DE FAIRE DES ÉCONOMIES SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS**

Reste à savoir qui sera au rendez-vous. La gauche et le RN entendent voter la résolution. Le groupe Liot, de son côté, « salue la démarche », mais veut se déterminer en fonction du « débat parlementaire ». Ses députés, s'ils soutiennent le rejet du départ à 64 ans, souhaitent cependant une « réforme financée », et se montrent sceptiques sur une abrogation des quarante-trois années de cotisation. Le camp gouvernemental, lui, se dresse contre la résolution. La porte-parole des députés Modem, le parti du premier ministre, Perrine Goulet, reproche à l'initiative communiste de « court-circuiter le dialogue social », à savoir le conclave au sein duquel la réforme n'est amendée qu'à la marge par le patronat et les syndicats – et sans la CGT qui a quitté les négociations qu'elle estime tronquées.

Les députés PS, qui voteront jeudi la résolution, attendent encore du conclave « le retour de l'âge de départ à 62 ans » et le passage de ses conclusions par le Parlement, exposent leur porte-parole Béatrice Bellay.

Les syndicats et la CGT se mobilisent une nouvelle fois ce jeudi contre cette réforme et pour la défense de l'emploi et des salaires. « On continue à se battre car, malgré le matraquage de l'opinion, nous sommes majoritaires dans le pays. 69 % des Français sont pour un référendum sur cette réforme, et les deux tiers veulent l'abroger », assure Denis Gravouil, secrétaire confédéral de la CGT. « Il faut remettre la question des retraites dans le débat », insiste Stéphane Peu, qui alerte sur les effets sociaux du texte. Selon le directeur général de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav) : « Les assurés sociaux qui ne partaient pas avec le taux plein constituaient auparavant 7 à 8 % des départs en retraite, ils sont aujourd'hui 13 à 14 %. » Car le but de la réforme est bel et bien de faire des économies sur le dos des travailleurs, en les forçant à travailler plus ou en les contraignant à renoncer à une pension complète. « Nos meilleures années de retraite sont en train de devenir nos pires années de travail », résume Denis Gravouil.

Il y a deux ans, en plus des 47.1, 44.3 et 49.3, un artifice procédural utilisé par la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, avait empêché l'examen d'une motion référendaire de la gauche. Le Conseil constitutionnel a ensuite bloqué un référendum d'initiative partagée. Puis l'arrivée de la gauche en tête aux dernières législatives a été ignorée par Emmanuel Macron en juillet 2024. Avec, à chaque fois, la même boussole : imposer la réforme des retraites. Ce jeudi, les députés ont pour la première fois l'occasion de sortir du déni démocratique. ■

#### **MOBILISATIONS 160 RASSEMBLEMENTS CONTRE LE DÉPART À 64 ANS**

À l'occasion de la journée de mobilisation interprofessionnelle du 5 juin, des manifestations sont organisées partout sur le territoire. À Brest, Limoges ou Grenoble, le coup d'envoi des rassemblements sera donné à 10 h 30, respectivement rue Frézier, carrefour Tourny et place de Verdun.

Les manifestations débuteront à la même heure à Bayonne depuis la place Sainte-Ursule, à Orléans depuis le parvis de la cathédrale, à Marseille depuis le Vieux-Port ou encore au Puy-en-Velay depuis la place Cadelade. D'autres cortèges se mettront en marche l'après-midi,

comme ceux de Lille, à 14 h 30, depuis la porte de Paris, de Nantes, à 14 heures, depuis la place de Bretagne, de Toulouse, à 14 heures, depuis le métro Jean-Jaurès ou de Bordeaux, à 12 h 30 depuis la place de la République. À Paris, le défilé s'élancera à 14 heures de l'École militaire.

GAËL DE SANTIS

# Un naufrage social aux effets économiques surestimés

Plusieurs études confirment ce que ses opposants dénonçaient : le recul de l'âge légal touche principalement les plus vulnérables, pour des résultats économiques surévalués.

**J**uste et efficace : c'est en ces termes que le gouvernement soutenait, en 2023, la réforme consistant à reculer l'âge de départ en retraite (64 ans au lieu de 62) et à accélérer l'allongement de la durée de cotisation. « Inéquitable et inutile », répondaient en chœur ses opposants, largement soutenus par l'opinion publique. Deux ans plus tard, de nouvelles études sont venues apporter de l'eau au moulin des détracteurs du recul de l'âge légal.

D'abord, en illustrant de manière précise les effets dévastateurs pour les personnes les plus vulnérables. « Le premier effet (de la réforme de 2023) sera de maintenir en emploi environ 300 000 salariés qui auraient, s'ils l'avaient pu, choisi de prendre leur retraite plus tôt, résumait l'économiste Michaël Zemmour, en mars dernier. Le deuxième sera de maintenir dans la précarité de 100 000 à 200 000 personnes, qui ne sont déjà plus en emploi à l'âge de 62 ans. »

En effet, il n'y a rien de mécanique à ce qu'un recul de l'âge légal augmente la durée d'activité de toute la population : certains travailleurs n'ont pas les moyens de travailler plus longtemps pour des raisons de santé ou d'éloignement de l'emploi. Ils basculent alors dans un sas de précarité en attendant de pouvoir prendre leur retraite. Les instituts de statistiques les classent dans la catégorie des « NER » (pour « ni en emploi ni en retraite »). Ces travailleurs survivent à coups de prestation sociale (allocation adulte handicapé, RSA...) ou d'allocation chômage.

La Cour des comptes, qu'on ne peut pas suspecter d'être un think tank gaucho, a publié cette année une étude analysant les effets du recul de l'âge légal sur ces catégories de la population. Elle confirme que les réformes de la retraite ne font souvent que prolonger leur calvaire. Durant la dé-

réforme sarkozyste de 2010 (passage de 60 à 62 ans), l'âge moyen de départ à la retraite a augmenté de 2,1 années pour l'ensemble des salariés.

Mais la Cour rappelle que, pour les ouvriers qualifiés, ce recul s'est surtout traduit par une augmentation du temps passé en invalidité (quatre mois supplémentaires) et du temps passé ni en emploi ni en retraite (six mois de plus) ? De même, les ouvriers non qualifiés ont passé un quart du temps supplémentaire en invalidité (six mois). Au total, pour l'ensemble des ouvriers, le recul de l'âge moyen ne s'est traduit qu'à 66 % par un allongement de la durée en emploi, contre plus de 85 % pour les cadres.

## L'ÉCHEC GOUVERNEMENTAL

Les femmes payent généralement un lourd tribut au recul de l'âge légal : après 55 ans, elles sont plus fréquemment ni en emploi ni en retraite, en raison souvent de contraintes familiales ou personnelles (soin d'un enfant ou d'un proche, par exemple). En 2021, 22 % des femmes à l'âge de 55 ans sont concernées (contre 17 % des hommes).

Et, entre 62 et 69 ans, les femmes sont près de deux fois plus souvent ni en emploi ni en retraite que les hommes (11 % contre 6 %), « ce qui peut s'expliquer par des carrières plus souvent incomplètes, qui retardent l'atteinte du taux plein », souligne la Cour. Cerise sur le gâteau, les auteurs rappellent que, même si

le recul de l'âge légal se traduit par une hausse du taux d'emploi des femmes, ces dernières ont deux fois plus de risques de se retrouver à temps partiel que les hommes.

Injuste sur le plan social, la réforme de 2023 a-t-elle au moins permis de réaliser les économies avancées ? Il y a deux ans, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, formulait cette promesse solennelle : « J'garantis qu'en 2030 le régime des retraites sera à l'équilibre. » Raté ! Un récent rapport de la Cour des comptes estime que le déficit du régime devrait s'élargir à environ 6,6 milliards d'euros à cette date (et s'accroître ensuite). Cet échec gouvernemental est à la fois lié à la dégradation de la conjoncture et à des économies plus faibles que prévu réalisées par la réforme, notamment en raison des maigres « contreparties » sociales accordées par l'exécutif pour faire avaler la pilule.

Mais les défenseurs d'un recul de l'âge légal insistent sur ses effets bénéfiques pour l'économie : maintenir les salariés plus longtemps en emploi augmenterait la richesse créée. Le raisonnement n'est pas faux, mais les gains attendus surévalués. « De 2010 à 2018, le taux d'emploi des seniors a déjà très fortement augmenté, sans que cela ait d'effets spectaculaires sur la croissance du PIB, qui a été atone », nous expliquait Michaël Zemmour en janvier dernier. Plusieurs éléments viennent en effet contrecarrer les effets « bénéfiques » d'une hausse du taux d'emploi des seniors, comme le fait que le maintien d'un salarié âgé dans l'emploi peut retarder une embauche. ■

CYPRIEN BOGANDA

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX jeudi 5 juin

## DANS CE NUMÉRO

**À LA UNE** Qui a peur des nationalisations ? La question revient en force avec les scandales industriels d'ArcelorMittal et de Vencorex. Sondage exclusif pour l'Humanité magazine.

**L'histoire de la semaine** Entre chez toi, Jean Jaurès ! Ancienne maison de vacances du fondateur de « l'Humanité », le domaine de Bessoulet a été restauré grâce aux efforts du maire

de Villefranche-d'Albigeois. Plongée dans l'intimité du grand Jaurès et de sa famille...

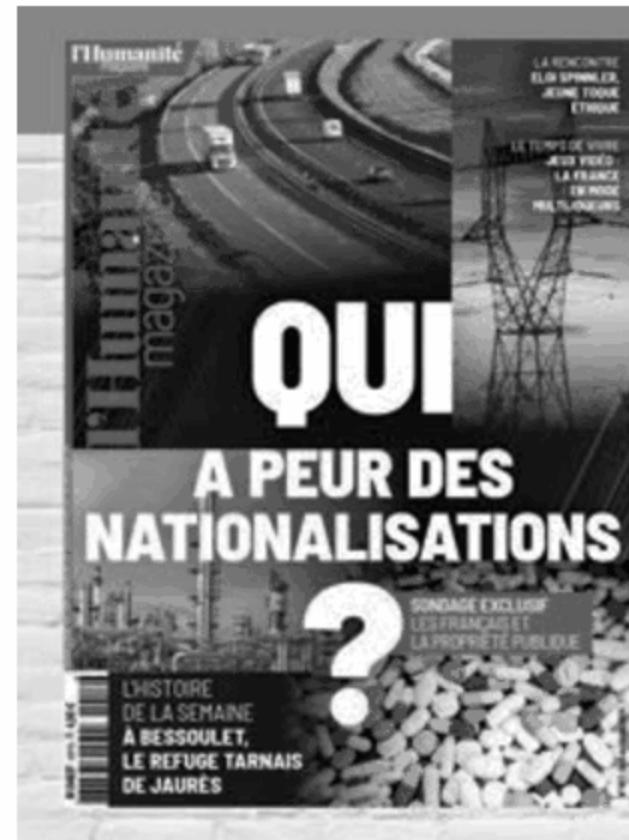
**La rencontre** le chef Elio Spinnler, jeune star des réseaux, met un point d'honneur à développer une cuisine responsable, dans l'assiette et dans sa vie.

**Culture** À Vierzon, le Festival du film de demain fait la part belle aux films qui « ont quelque chose à dire ».

**Podcasts** Le PCF a enregistré les réunions du comité central pendant quarante ans. France culture nous les fait découvrir. À ne pas rater.

**Il était une fois** 1985, l'usine SKF est occupée par les salariés. Dénouement de trois ans de lutte.

**Et aussi.. les jeux vidéos, dormir pour réussir, l'épargne des français.**



**l'Humanité**  
magazine

# «Le vent ne renversera jamais la montagne.»

Yasser Arafat

## LA FEMME DU JOUR



### Loïs Boisson

La Française avait prévenu à la suite de son 8<sup>e</sup> de finale remporté face à la numéro 3 mondiale, Jessica Pegula : « *Sije suis en quarts de finale, pourquoi m'arrêter là ? Et pourquoi pas gagner Roland Garros ?* » Présomptueuse ? Pas vraiment ! Loïs Boisson, 361<sup>e</sup> mondiale, a encore une fois pris tout le monde à contre-pied. Alors qu'elle affrontait la numéro 6, Mirra Andreeva, la Dijonnaise a réalisé un match homérique pour sortir la Russe (7-6, 6-3) ! Invitée à Roland-Garros grâce à une wild-card, la Française atteint donc pour la première fois une demi-finale de Grand Chelem ! Une première, encore une autre, puisque aucune tricolore depuis Marion Bartoli en 2011 n'avait réussi une telle performance. Elle y retrouvera la numéro 2 mondiale, Coco Gauff. Et si l'histoire ne s'arrêtait pas là ? ■

ÉRIC SERRES

## COUP DE PROJECTEUR

### Aurélien Rousseau, porte-parole de la lutte contre le cancer

Lors de la séance de questions au gouvernement mardi dernier, le député PS des Yvelines Aurélien Rousseau a appelé à la responsabilité de la ministre de la Santé sur la question de la lutte contre le cancer, en exposant son propre témoignage qui a bouleversé l'Hémicycle. Ces sujets intimes sont dessujets politiques, a souligné Aurélien Rousseau, ancien ministre de la Santé. Lui-même atteint de la maladie, il a usé de sa propre expérience pour réclamer plus de transparence, de prévention et un budget renforcé pour la recherche, face à l'augmentation inquiétante des cancers, chez les jeunes notamment. Applaudi par l'Assemblée nationale, il brise le tabou et incite à redonner un nouveau « souffle à cette politique » de lutte contre le cancer, de soutien aux progrès scientifiques et médicaux.

## L'œil de Jul

### DÉCÈS

**PIERRE NORA, NICOLE CROISILLE, PHILIPPE LABRO...**



## LA BONNE NOUVELLE Le premier mariage gay chinois... en Thaïlande

Nous célébrons l'union de Wang Zengyi et Song Jihan, premier couple gay chinois à se marier. Pour officialiser leur amour, les deux hommes ont choisi la Thaïlande, décrite « plus ouverte » à la communauté LGBT+, troisième pays d'Asie à reconnaître, depuis le mois de janvier, le mariage pour tous. La date des noces n'a pas été choisie au hasard. Le week-end précédent avait lieu en Thaïlande la première Marche des fiertés de l'année. Un moment symbolique pour se passer la bague au doigt et

envoyer un message fort au gouvernement et à la communauté gay chinoise, encore stigmatisée, malgré la dépénalisation de l'homosexualité en 1997. C'est donc un vrai acte politique historique qui est porté par les époux. La tâche n'a pas été facile, les couples homosexuels étant confrontés à un géant bureaucratique pas toujours coopératif. Cette union inédite pourrait réengager le débat sur l'homosexualité dans l'opinion publique chinoise et lancer un appel à la tolérance. ■

COLINE MARTIN

## POINT D'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

**Rassemblement** Dans un texte collectif, organisations syndicales et personnalités appellent « à être très nombreux et nombreuses à nous rassembler au TGI de Paris le 12 juin prochain à 12 heures ». C'est ce jour-là que se déroule l'audience de Gaël, Yann, Mohamed, Dalila et Brahim, tous syndicalistes à La Poste. Ils risquent cinq ans de prison et 75 000 euros d'amende pour s'être rendus pendant une longue grève, en 2014, au siège national de leur entreprise afin d'obtenir des négociations. La Poste parle de « violation de domicile professionnel » et de « violences ». « Si le grief de « violation de domicile professionnel » était retenu, cela serait un précédent grave pour l'ensemble du monde du travail », ajoutent les signataires.



## LE BILLET DE MAURICE ULRICH

### Lampe à huile

Décidément, après Édouard Philippe qui ne cesse d'afficher sa colère, mercredi matin encore sur France Inter, devant un pays et des politiques qui refusent de voir le réel comme il le voit, c'est Emmanuel Macron, nous dit *le Parisien*, qui commence, pour de toutes autres raisons, à se fâcher tout rouge, ou plutôt vert, si l'on peut dire, à propos de l'éologie. Il n'a pas mâché ses mots à l'occasion d'un déplacement dans le Nord : « *Le discours que j'entends ces dernières semaines m'énerve au plus haut point. On voudrait revenir en arrière sur tout en disant : abandonnons l'éologie, nos ambitions, pour préserver l'économie. Faux !* » En jeu, bien sûr, les dernières décisions sur l'abandon des zones à faible émission, le retour de certains pesticides, etc. Et c'est vrai l'éologie a Duplomb dans l'aile. Mais depuis l'Élysée qui, désormais, l'entend crier ? On va bientôt voir le président, qui fustigeait en 2020 ceux qui voulaient revenir à la lampe à huile, défiler avec des Amish, des Khmers verts et des chevelus en sandales avec des pulls qui grattent. ■

## ! C'EST UN SCANDALE

### Alerte au Cadmium

Pain, pâtes, céréales, crustacées, chocolat, fruits et légumes... Aucun de nos aliments de consommation courante n'échappe à la contamination par le cadmium, ce métal toxique utilisé dans divers engrains agricoles. En France, 47 % des adultes et près d'un enfant sur cinq affichent des niveaux supérieurs à ceux recommandés par les autorités sanitaires. Or, l'accumulation de cadmium dans les organes est suspectée d'être responsable de l'explosion du nombre de cancer du pancréas. L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail recommande d'ailleurs de baisser la concentration maximale de cadmium autorisée dans les engrains phosphatés à 20 mg/kg, contre 60 mg/kg actuellement. Plusieurs pays européens ont déjà adopté cette réglementation, mais la France tarde à suivre.

Il devait reconstruire, mais a été tué. Âgé de 42 ans, Ahmed Shamia était, selon ses mots, un « architecte dans un pays où l'architecture n'est plus » et l'un des lauréats gazaouis du programme d'accueil en urgence des scientifiques et des artistes en exil (Pause) porté par le Collège de France. Le 13 mai, alors qu'il était attendu à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine pour y poursuivre son travail, Ahmed Shamia a succombé aux blessures infligées par un bombardement israélien.

À Gaza, 12 autres lauréats de Pause sont toujours coincés sous les bombes. Dans une tribune publiée par *le Monde*, le 19 mai, 350 universitaires – parmi lesquels les professeurs au Collège de France Patrick Boucheron, Henri Laurens, François Héran ou Edith Heard – tiraient la sonnette d'alarme. Dans « *un contexte de péril grandissant* », écrivent-ils, « *il paraît incompréhensible que le gouvernement français, à l'initiative de ce programme, ne mette pas tout en œuvre pour rendre possible cet accueil* ». Or, ajoutent les signataires, « *au-delà de la bonne volonté officiellement affichée, des dysfonctionnements sont hélas à déplorer* ». Au nom de « *l'universalisme scientifique* », ils appellent à la création d'un fonds d'urgence, sur le modèle de celui activé pour le cas ukrainien.

Né en 2017 d'une mobilisation de l'enseignement supérieur en réponse à l'assassinat par Daech, deux ans plus tôt, de Khaled Al Assad, directeur des musées de Palmyre, le programme Pause perpétue une tradition : l'accueil des scientifiques menacés dans leur pays. « *Une longue histoire* », fait remarquer Laura Lohéac, directrice de ce programme, dont l'ancêtre, le Comité d'accueil et d'organisation du travail des savants étrangers, est initié en 1936 par Louis Rapkine biochimiste français issu d'une famille d'exilés juifs de Biélorussie, pour venir en aide à ses confrères persécutés par les régimes fascistes et nazis, avec le soutien des époux Irène et Frédéric Joliot-Curie ou encore de Paul Langevin. « *Les accueillis d'aujourd'hui peuvent être les accueillants de demain* », plaide Laura Lohéac.

Dans l'annexe du Collège de France où ils sont installés, les neuf membres de son équipe travaillent d'arrache-pied. Décrocher un contrat de travail, trouver un hébergement pour le lauréat et sa famille, parfois nombreuse : « *Le cadre, explique Laura Lohéac, est celui de l'immigration professionnelle.* » Des partenariats se nouent avec des instituts, des associations. Fondé en 2023 par Marion Slitine, le collectif Ma'an tente ainsi de trouver des résidences et des contrats, même temporaires, à des artistes de Gaza. Pas facile.

#### DES CHERCHEURS COINCÉS DANS UNE ZONE PILONNÉE SANS RÉPIT PAR L'ARMÉE ISRAÉLIENNE

D'autant que les financements, cette année, sont en chute libre. Porté à 9 millions d'euros en 2024, le budget est tombé à 3,5 millions en 2025, alors que les candidatures en forme d'appel à l'aide en provenance de Gaza ne cessent d'affluer. La faute, notamment, à la non-reconduction, pour d'obscures raisons bureaucratiques, d'un fonds européen de 4 millions d'euros. « *La moitié de notre budget a disparu*, alerte Laura Lohéac. *La situation est critique, il faut qu'on trouve une solution.* » Officiellement, le programme bénéficie pourtant de soutiens très institutionnels : au sein du comité directeur siègent, entre autres, des représentants des ministères des Affaires étrangères, de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de l'Intérieur.

C'est là que sont instruits les dossiers proposés par des instituts de recherche et des universités. À charge pour les équipes de Pause, une fois les candidatures passées au

**« Le cadre est celui de l'immigration professionnelle. »**

LAURA LOHÉAC,  
DIRECTRICE DU DISPOSITIF



# Péril sur le programme Pause

**SOLIDARITÉ** Ce dispositif, porté par le Collège de France, est destiné à accueillir des scientifiques et des artistes en danger dans leur pays. Actuellement, 12 lauréats gazaouis ne sont pas autorisés à quitter l'enclave palestinienne pour rejoindre l'Hexagone. Face à des financements en chute libre, des voix appellent à la création d'un fonds d'urgence.



JEAN-MICHEL DELAGE/HANS LUCAS

Depuis le 9 janvier, des musiciens palestiniens et leurs familles ont été reçus par l'association Al Kamandjati, à Angers, et vont bénéficier d'une résidence d'artiste pendant un an grâce au programme Pause.

crible, de s'assurer d'une intégration professionnelle et familiale optimale pour les lauréats. D'une durée d'un an renouvelable une fois - deux fois pour les doctorants -, les contrats restent précaires. « *Un des enjeux majeurs reste l'après-programme* », constate Laura Lohéac. Depuis 2017, quelque 600 scientifiques venus de 40 pays, dont une majorité de Syriens, de Turcs, d'Afghans, de

Palestiniens, de Russes ou d'Ukrainiens, ont été accueillis en France, contrat de travail à la clef.

S'y ajoutent une centaine d'artistes, depuis qu'en 2021 le programme a décidé de leur ouvrir ses portes. L'effectif a bondi en 2022 avec l'invasion russe de l'Ukraine : un fonds d'urgence avait alors été im-

édialement créé et, en quelques mois, 133 scientifiques et 45 artistes et professionnels de la culture russes ou ukrainiens ont bénéficié de Pause. Il y a quinze jours, au cours du sommet Choose Europe for science, Emmanuel Macron a plaidé pour l'accueil des scientifiques menacés aux États-Unis par Donald Trump.

Mais quid de leurs homologues gazaouis si les financements du programme Pause restent gelés cette année ? Quid de ce chercheur spécialiste de la maltraitance infantile, soutenu par la société de neurosciences de Paris ? Quid de cet historien se consacrant aux dynamiques et

## Après l'horreur, le temps de l'accueil

Des familles d'exilés palestiniens ont trouvé refuge à Bagneux, Saint-Denis ou Corbeil-Essonnes. Ces municipalités de gauche ont dû surmonter de nombreux obstacles, notamment administratifs.

**A**ccueillir dans les meilleures conditions possibles, après l'horreur. Plusieurs mairies de gauche s'organisent pour offrir un refuge à des familles réfugiées gazaouis. Plusieurs d'entre elles ont bénéficié du programme Pause, créé au sein du Collège de France et qui vise à mettre à l'abri des chercheurs et des artistes exilés, ainsi que leur famille, dans des établissements d'enseignement supérieur français.

### AHMED AL KURD, ARCHITECTE, A PU ENTAMER UNE THÈSE

À Bagneux (Hauts-de-Seine), où il existe « une solide tradition d'accueil », la municipalité avait déjà hébergé « deux familles syriennes et une famille afghane », souligne Yasmine Boudjenah, première adjointe (PCF) de la maire de la ville, Marie-Hélène Amiable. La municipalité a fait savoir la disponibilité d'un logement, courant 2024, via le Réseau de coopération décentralisée avec la Palestine. « Nous disposons d'un quatre-pièces qui pouvait accueillir une famille », explique l'élu. Grâce au programme Pause, la ville a pu offrir une protection, à partir du mois de janvier, à un couple avec deux enfants. « Le père, Iyad,

travaille dans la robotique. Il avait obtenu son doctorat en France quelques années plus tôt et parle le français. Après six mois au Caire, il a pu obtenir un visa "talent", grâce au programme », détaille Yasmine Boudjenah.

Titre de séjour en poche, la famille a atterri à Bagneux, avec le « besoin de se poser ». S'il n'y a pas eu de problème notable pour les loger, « la scolarisation des trois enfants mineurs nous a beaucoup occupés », explique l'adjointe. Même son de cloche à Corbeil-Essonnes où la famille du psychiatre Fadel Afana (voir page 8) a trouvé refuge. « Cela a été un parcours du combattant, en termes administratifs, pour scolariser la plus jeune des filles », souffle Max Leguem, directeur de cabinet du maire de cette commune de l'Essonne.

À Saint-Denis, c'est une famille d'architectes gazaouis, les Al Kurd, qui a été accueillie. Ahmed, le père,

**« Le gros frein,  
ce ne sont  
pas les villes,  
mais l'État. »**

ORIANE FILHOL, ADJOINTE  
(GÉNÉRATION.S) EN CHARGE  
DES SOLIDARITÉS À LA MAIRIE DE  
SAINT-DENIS (SEINE-SAINT-DENIS)

a pu bénéficier du dispositif Pause et entamer une thèse. Trouver un logement pour accueillir la famille n'a pas été une mince affaire. « On pense souvent que les villes ont des appartements sous la main, mais ce n'est pas toujours le cas », assure Oriane Filhol, adjointe (Génération.s) en charge des solidarités à la Mairie de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), et vice-présidente de Plaine Commune Habitat, le bailleur social qui a accueilli la famille, après deux mois d'attente. Indispensable, « le logement est seulement la première étape », ajoute-t-elle. La famille Al Kurd est accompagnée par une association d'intermédiation pour débloquer l'accès aux droits dont ils peuvent bénéficier.

« Ce serait bien qu'en France, on accueille dignement les gens. Si toutes les villes s'y mettent, même à l'échelle de l'Île-de-France, il n'y aura aucun problème pour leur offrir une protection, et ce, dans de bonnes conditions, soutient Oriane Filhol. Le gros frein, ce ne sont pas les villes, mais l'État. » Si la solidarité s'organise dans certaines municipalités, Yasmine Boudjenah y voit toutefois « une petite goutte d'eau dans l'océan de honte qui devrait nous submerger ». ■

LILY RENAUD, AVEC É. F.

## ANNONCES LÉGALES

Le journal *l'Humanité* est officiellement habilité pour l'année 2025, pour la publication

des annonces judiciaires et légales dans les départements : 93, 94.

Arrêté du 16 décembre 2024 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.

- Pour les constitutions, dissolutions, clôtures, changement de nom patronymique et toutes autres modifications en vie des sociétés : le tarif est au forfait

- Toutes autres modifications ou événements multiples : le tarif est de 0,237 euro H.T. le caractère

### AVIS DIERS

#### C.A.P.S.

Société anonyme coopérative de production d'Hlm à capital variable  
Siège social : 5 bis, rue Danielle Casanova, 93200 Saint-Denis  
314 226 960 RCS Bobigny

Mesdames et Messieurs les associés de la société C.A.P.S., Coopérative d'Accession Sociale à la Propriété, sont informés que le Conseil d'Administration a décidé de convoquer les associés en Assemblée Générale Ordinaire, vendredi 27 juin 2025 à 18h00 au siège, 5 bis rue Danielle-Casanova, 93200 Saint-Denis, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport de gestion du Conseil d'administration et rapport du Commissaire aux comptes d'Approbation des comptes de l'exercice clos au 31 Décembre 2024
- Quits pour la gestion
- Affectation du résultat
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées aux Art. L225-38 et L225-40 du Code du Commerce
- Renouvellement du mandat d'administrateur de la Coop'Hlm Développement

5. Renouvellement du mandat d'administrateur de la SCIC Gambetta IDF

6. Renouvellement du mandat d'administrateur de la ville de La Courneuve

7. Renouvellement du mandat d'administrateur de Madame Clotilde Saint-Charles

8. Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Stéphane Peu

9. Renouvellement du mandat du Commissaire aux comptes

10. Pouvoir pour les formalités

A compter de ce jour, les documents prévus par la loi et les règlements sont à la disposition des associés au siège de la CAPS.

### DIVERS SOCIÉTÉS

#### AMG SERVICES

SASU au capital de 250 000 euros  
Siège social : 35-37, rue de l'Université, 93160 Noisy-Le-Grand  
408 453 926 RCS Bobigny

En date du 24 avril 2025, le président a décidé à compter du 1<sup>er</sup> avril 2025 de rendre effective la démission de M. DUARTE DAMASO ELTON aux fonctions de directeur général. Modification au RCS Bobigny.

ÉLISABETH FLEURY ET CLÉMENT GARCIA

# Fadel Afana, médecin de 53 ans : « On a eu un soutien magnifique »

**I**l est né à Rafah, il y a cinquante-trois ans. Il y a grandi. Il y a fait une partie de ses études de médecine. Il s'y est marié. Il n'aurait jamais imaginé quitter, un jour, la bande de Gaza. « *J'avais des offres pour partir au Canada, en Australie, au Qatar*, dit Fadel Afana. Mais j'ai toujours refusé. *J'avais envie d'aider mon peuple. Envie de construire quelque chose avec lui.* » En 2005, il décroche une bourse pour la France.

Après trois ans de spécialisation en psychiatrie à Savigny-sur-Orge et à Étampes (Essonne) – « une expérience extraordinaire » –, il est rentré chez lui, a rejoint le ministère palestinien de la Santé pour essayer d'améliorer l'offre de soins. « *Les Gazaouis, particulièrement les enfants, souffrent de traumas très graves. Il y a un manque criant de psychiatres.* » Il tente de « dupliquer » le modèle des centres médico-psychologiques (CMP), découverts en France. Son épouse, Niven, elle aussi originaire de Rafah et diplômée en psychologie, est à ses côtés. Fadel assure le suivi de plusieurs patients. Il fait la fierté de son père, qui rêvait d'avoir un médecin dans la famille.

Arrive le 7 octobre 2023. Aux attaques épouvantables visant des civils israéliens – « *nous les condamnons* », insiste Fadel – succèdent les bombardements massifs sur toute une population. Fadel et Niven se portent volontaires. Elle rejoint une cellule de crise de l'Unrwa, qui tente de venir en aide aux enfants. À l'hôpital El-Ajar, avec d'autres bénévoles, Fadel expérimente « *des choses inhumaînes* ». « *Il n'était pas possible de soigner tout le monde. On devait décider de laisser des gens mourir pour tenter de sauver les autres.* »

## « PAS UNE GUERRE, MAIS UN MASSACRE »

Pendant ce temps, leurs deux filles, Nour et Lara, restent seules à la maison. De jour en jour, l'inquiétude et le désespoir grandissent. Ami, voisin, simple connaissance, « *chaque jour, on perdait quelqu'un. Ce n'était pas une guerre, mais un massacre* ». La mort dans l'âme, obsédé par le sort de leurs filles, le couple se résout à partir.

Les profiteurs de guerre sont à pied d'œuvre. Pour sortir de l'enfer, Fadel et Niven doivent se résoudre à verser 20 000 euros à une compagnie de tourisme. On vend la voiture. À Paris, où le psychiatre a conservé des amis, une

Grâce au programme Pause, ce psychiatre a pu quitter la bande de Gaza, avec son épouse et leurs deux filles. À Corbeil-Essonnes, où la solidarité n'est pas un vain mot, la famille se reconstruit peu à peu.

## PORTRAIT



Le 2 juin, le praticien, à Paris. NICOLAS MARQUES POUR L'HUMANITÉ

levée de fonds s'organise. L'attente commence. Terrible. « *Chaque jour était comme une année* », souffle Fadel. Le 29 mars 2024, un bus est affréter. On emporte ce qu'on peut, les certificats, les passeports, les diplômes, quelques photos...

## IL S'AUTORISE À IMAGINER L'AVENIR

Fadel prend congé de son frère, embrasse son père pour la dernière fois. Niven quitte ce qui reste de sa nombreuse famille. Lara fond en larmes. Pas question d'abandonner sa chienne – la petite boule de poils blancs sera finalement du voyage. Sous les bombes, sur une route jonchée de cadavres, le bus franchit la frontière. Au Caire, il faut se nourrir, se loger, repartir à zéro. Membre d'une association de soutien à l'Institut français, ancien boursier, le praticien frappe à toutes les portes. Aucune ne s'ouvre.

Au bord du découragement, il entend parler du programme Pause. D'un seul coup, tout s'éclaire, tout se débloque, « ça

**« On devait décider de laisser des gens mourir pour tenter de sauver les autres. »**

a été magique », dit-il. Un contrat de travail est signé avec un labo de l'Inserm et, en vingt-quatre heures, Fadel obtient un « passeport talent ». « *Cet élan de solidarité est incroyable*, s'émeut-il. *On a eu un soutien magnifique.* » Après huit mois passés en Égypte, la petite famille est accueillie à bras ouverts par la mairie de Corbeil-Essonnes (Essonne), où il a décroché un contrat avec un hôpital. Installée dans un logement d'urgence, la famille reprend pied, peu à peu. Lara, « très sociable », est aujourd'hui en classe de seconde – sa petite chienne est restée en Égypte. Nour et Niven s'efforcent d'apprendre le français pour reprendre des études universitaires à la prochaine rentrée.

Fadel fait de la recherche en neurologie, a déposé une demande d'asile et s'autorise à imaginer l'avenir. Pas un jour sans penser à ceux qu'ils ont laissés derrière eux. Pas un jour sans ressentir « le syndrome du survivant ». Pas un jour sans s'étonner de la chape de silence qui pèse sur Gaza. « *Comme si nous, les Palestiniens, n'existions déjà plus.* » ■

ÉLISABETH FLEURY



Cet arrêt brutal est un « signal d'instabilité envoyé aux ménages comme aux professionnels du secteur ».

## Le dispositif MaPrimeRénov sabordé par l'exécutif

**LOGEMENT** Le ministre de l'Économie a confirmé, ce mercredi 4 juin, la suspension dès juillet de l'aide à la rénovation permettant à des milliers de ménages de baisser leurs factures d'énergie, mais affirme vouloir rétablir le dispositif « avant la fin de l'année ».

**M**aPrimeRénov serait-elle victime de son succès ? Le dispositif d'aide à la rénovation énergétique sera suspendu à compter de juillet, et ce, au moins jusqu'à la fin de l'année. En clair, plus aucun dossier de demande de subvention ne pourrait être déposé à partir de cet été.

Le ministre de l'Économie, Éric Lombard, a confirmé ce mercredi 4 juin, lors des questions au gouvernement au Sénat, la suspension du dispositif d'aide à la rénovation énergétique « en raison de nombreuses demandes et fraudes », mais a souligné, ensuite, devant la commission des Affaires économiques du Sénat, que le gouvernement avait « bien l'intention de rétablir le fonctionnement (du dispositif) avant la fin de l'année ».

En 2024, ce dispositif phare de la transition écologique, qui permet d'aider les ménages les plus modestes à financer la rénovation énergétique de leur logement, avait concerné 340 800 dossiers de rénovation (dont 91 000 d'ampleur) pour un montant de 3,3 milliards d'euros. Mais, alors que les demandes

explosent, le gouvernement a coupé 2 milliards d'euros l'année dernière par rapport aux annonces initiales, faisant chuter l'enveloppe de 4,5 milliards d'euros à 2,3. Une tendance confirmée en 2025, avec un budget reconduit au même niveau, largement insuffisant pour répondre aux objectifs affichés par le gouvernement. Conséquence : au début du mois de juin, tout le budget de MaPrimeRénov a déjà été utilisé pour les chantiers en cours.

### « IL FAUDRAIT AU MOINS 2 MILLIARDS D'EURS DE PLUS »

« La décision brutale de suspendre le dispositif compromet la dynamique de la rénovation énergétique dans notre pays », a réagi Stéphane Troussel, président de l'Agence nationale pour l'information sur le logement, qui estime qu'il s'agit d'un « signal d'instabilité envoyé aux ménages comme aux professionnels du secteur, alors même que la transition écologique exige au contraire clarté, cohérence et continuité ».

Pour Jacques Baudrier, adjoint au logement à la Mairie de Paris, « il faudrait au moins 2 milliards d'euros de plus. Structurellement,

à terme, c'est 10 milliards d'euros dont devrait disposer l'Agence nationale de l'habitat. Et la seule façon de s'en sortir, c'est de trouver d'autres recettes qui viennent abonder son budget ». L'élu communiste entend soumettre une série de pistes au ministère du Logement. Parmi elles : doubler les droits de mutation – l'impôt prélevé sur le prix de vente – pour les résidences secondaires, ce qui se fait déjà dans de nombreux pays d'Europe. À cela s'ajouteraient des droits de mutation additionnels pour les biens vendus à plus de 10 000 euros le mètre carré ou encore une taxe de séjour sur les hôtels quatre et cinq étoiles.

Selon Jacques Baudrier, il est impératif que le gouvernement ouvre la concertation afin que des propositions pour trouver des recettes soient étudiées. Car, au-delà de l'aspect économique d'énergie, l'enjeu est aussi de santé publique. En août 2003, environ 15 000 décès ont été à déplorer du fait de la canicule. Canicules qui augmenteront avec le réchauffement climatique. Or, rénover un logement, c'est faire baisser la température de 7 à 8 degrés en plein été. ■

NADÈGE DUBESSAY

## LA CHRONIQUE DE PHILIPPE RIO

MAIRE DE GRIGNY,  
ÉLU « MEILLEUR MAIRE  
DU MONDE » EN 2021



ALBERT FAGELLY

## Le grand bluff de l'État libéral

L'infirmière qui soigne votre grand-mère dans les dernières heures de sa vie, l'enseignant qui vous a permis de vous construire un avenir, le policier qui veille à la tranquillité publique de toutes et tous, l'agent du fisc qui traque les grandes fortunes qui veulent échapper à la solidarité nationale, cet agent des espaces verts qui embellit vos rues, cette France qui se lève tôt pour ramasser vos poubelles, cette dame qui vous souriait petit à la cantine ou qui faisait le ménage dans votre salle de classe avant que vous arriviez... Qui sont-ils ? Des fainéants de fonctionnaires pour des services publics qui coûtent trop cher ?

On veut opposer les salariés du privé et ceux du public. On veut casser le statut des fonctionnaires. Casse sociale, saignée, asphyxie, choisissez le mot qui vous conviendra, en cette journée de mobilisation pour nos retraites, nos salaires, nos emplois et la défense des services publics. C'est en tout cas un Reaganisme ou un Thatcherisme à la française qu'on nous sert et qui est alimenté par le discours culpabilisateur sur la dette. En mode Winston Churchill des finances publiques, le premier ministre, François Bayrou, annonce que l'heure est

Depuis 2008 et la crise financière, on veut faire payer aux collectivités locales et aux Français une crise qui n'est pas la leur.

grave. Les Françaises et les Français seraient coupables d'endetter les générations à venir, vos enfants et vos petits-enfants ! Avec notamment dans le viseur les collectivités locales, il demande 40 milliards d'euros d'économie pour le budget 2026, « une année blanche » pour les finances publiques, « des efforts à tous les Français ». Du sang et des larmes vous dit-on. C'est surtout le grand bluff de l'État libéral. Les dotations et les compensations fiscales de l'État aux collectivités, c'est, tout compris, 150 milliards d'euros par an. Beaucoup moins que les aides publiques aux entreprises chiffrées à 200 milliards d'euros qui ne sont, elles, ni évaluées, ni contrôlées, ni remises en question, comme l'a révélé la commission d'enquête sénatoriale, dont le rapporteur est Fabien Gay. Même l'argent public pour votre association de quartier ou la caisse des écoles est mieux contrôlé ! Depuis 2008 et la crise financière, on veut faire payer aux collectivités locales et aux Français une crise qui n'est pas la leur. Pendant ce temps-là, le sentiment d'abandon des classes populaires grandit. Un sondage de l'Ifop de ce mois-ci révèle que 73 % des habitants des territoires ruraux et 72 % des habitants de banlieue estiment être « les perdants » des politiques macro-nalistes depuis 2017. C'est donc un combat politique qu'il s'agit de gagner contre les forces du capital et leurs relais. Et, plutôt que de nourrir le bal des ego et des chicaneries à gauche, il serait bon de s'en rappeler, à l'approche des municipales de 2026, qui seront le premier round de la présidentielle de 2027. ■



## SANCTIONS DES CHÔMEURS

La FSU emploi a jugé que le décret formalisant les sanctions contre les chômeurs, prévues dans la loi plein-emploi, était «*inacceptable*». Ce décret prévoit une retenue de 30 % de leur allocation en cas de non-respect de leur contrat.

## RÉPRESSION SYNDICALE

La CGT commerce a appelé le 4 juin à une occupation du magasin Primark de Mulhouse (Haut-Rhin) pour dénoncer des entorses au droit de grève et la répression syndicale dont seraient victimes dix salariés de l'enseigne, après leur participation à une grève.

## SALARIÉS DE MOËT EN LUTTE

Des centaines de salariés de Moët & Chandon ont manifesté, le 3 juin à Épernay (Marne), pour protester contre la suppression de 1200 postes (une réduction de 10 % de la masse salariale de Moët Hennessy), annoncée le 30 avril par son propriétaire LVMH.

## RÉCIT



Le 2 juin, Tommy François, ancien cadre du pôle

# L'intolérable « culture Ubisoft »

**PROCÈS** Après le témoignage de plusieurs victimes, ce sont les ex-cadres du géant français du jeu vidéo, poursuivis pour harcèlement moral, sexuel et tentative d'agression sexuelle, qui ont été longuement interrogés par les juges.

**S**ur leur banc du tribunal de Bobigny, les victimes présentes se serrent littéralement les coudes. Elles écoutent avec émotion les prévenus, trois ex-cadres d'Ubisoft, dont l'ancien numéro deux du groupe, nier leurs témoignages et remettre en question les récits d'humiliations, de harcèlements moral et sexuel, de remarques racistes, sexistes et homophobes, et de tentatives d'agressions sexuelles, qu'elles ont livrés à la justice. Pourtant, vaillamment, les plaignantes sont là, chaque jour, pour répondre aux demandes de précision des juges. L'instruction s'est appuyée sur une soixantaine de témoignages, dont les leurs, qui ont décrit le fonctionnement toxique d'un « boys' club » qui abusait de sa toute-puissance dans l'open space du pôle éditorial d'Ubisoft.

#### TOUT SE JUSTIFIAIT PAR LA BLAGUE

« On s'amusait, c'était la culture Ubisoft, explique à la barre le premier prévenu, Tommy François, ex-vice-président du pôle. Le credo, c'était qu'il fallait être fun pour créer du fun. Il fallait s'inscrire dans cette ambiance pour ne pas être exclu. » Tout se justifiait par la blague « pour relâcher la pression » : les batailles d'eau dans l'open space, ligoter ses subordonnés sur leur chaise et les envoyer dans l'ascenseur, leur barbouiller le visage de feutre en réunion et leur interdire d'aller se nettoyer, faire des chat-bites, demander de faire le poirier à une assistante en jupe, ou embrasser sur la bouche le plus de collègues possible... Voir ces quinquagénaires bourgeois se justifier devant les juges de regarder des films pornographiques au travail ou de mimer des pratiques sexuelles en réunion, parce que c'était important dans le processus créatif d'un jeu

vidéo d'aventure, restera une image que l'audience n'oubliera pas de sitôt.

Quant aux insultes quotidiennes : « Morue, bitch (salope - NDRL), gros pédé, gros bâtard... Oui, c'était le vocabulaire Ubisoft, mais reconnaissiez que c'est différent lorsque c'est dit avec le sourire », argumente Tommy François. Une plaignante, d'origine égyptienne et supposée musulmane, a vu son fond d'écran remplacé par des photos de cochon ou de bacon... « Après le Bataclan, on m'a demandé si je partais rejoindre Daech. » À l'arrivée d'un collègue au nom à consonance juive, Tommy François lui a jeté des pièces par terre en lui disant : « Tiens t'es juif, t'aimes l'argent. » « Oui, mais déjà j'ai plein d'amis juifs, et en plus c'est une blague en référence à Borat, mais je comprends que, quand on n'a pas le contexte ou qu'on n'a pas vu le film... » s'est défendu l'intéressé. Tout était blague, et le fait que seuls des hommes en position hiérarchique élevée en riaient ne les a pas effleurés. À la barre, Tommy François se confond toutefois en excuses, assure qu'il n'a jamais voulu faire mal : « Je réalise que ce qui paraissait normal dans la culture Ubisoft est aujourd'hui *inacceptable*. »

Selon les conclusions de l'enquête interne réalisée en 2020 suite à l'éclatement du scandale grâce à *Libération* et au site Numerama, ce boys' club s'épanouissait sous

la tendre supervision de Serge Hascoët, le numéro deux d'Ubisoft. Voilà pourquoi comme prévenu, il est aussi soupçonné de complicité. Selon sa prévention, il protégeait les auteurs et faisait régner un environnement de travail « insécurisé », propice au harcèlement. Une plaignante a ainsi expliqué, le premier jour, que « lorsque Tommy a essayé de m'embrasser de force, on ne lui a pas dit que c'était mal, mais qu'il n'aurait pas dû le faire à l'assistante de Serge ». Pour certains, il était un tyran pervers, pour d'autres,

**Ce boys' club s'épanouissait sous la supervision de Serge Hascoët, le numéro deux du groupe.**

un dieu. « J'ai contribué, de près et de loin, enfin surtout de

près, à toutes les belles réussites d'Ubisoft ces trente dernières années », se présente-t-il, en préambule à la barre, en toute modestie. La veille, son ancien subordonné Tommy François le qualifiait avec emphase de « génie créatif, toujours prêt à penser de manière orthogonale pour challenger les process ». Du haut de ses 52 000 euros mensuels, il estime que « ces histoires de management, c'était géré par d'autres ».

#### « JE NE SUIS PAS QUELQU'UN DE LOURINGUE »

Il nie tout, ne se souvient de rien et n'a rien vu. Venant d'un milieu modeste, il juge impossible qu'il ait dit, par exemple : « Je ne parle pas aux petites mains. » « J'aide tout le monde, je protégeais tout le monde », assure-t-il. Mais, lorsque les juges ou Maude Beckers, avocate des parties civiles, évoquent les témoignages des nombreuses assistantes de direction qui se sont succédé sous ses ordres : « Comment vous dites ? Non, vraiment, je ne la remets pas. Une Laura ? Impossible de me souvenir non plus. » L'une d'elles, à l'audience, raconte une autre anecdote. « Un jour, en réunion, Serge se mouche et me tend son mouchoir sale en me disant : "Tiens, tu peux le revendre, à Ubisoft ça vaut de l'or." »

D'un coup, les témoignages décrivant le prévenu comme hautain, qui ne remerciait jamais les femmes, ne se souvenait jamais de leur prénom, ne disait que « bonjour



**5 juin** La CGT lance une journée de mobilisation interprofessionnelle pour l'abrogation de la réforme des retraites et pour la défense de l'emploi.

**5 juin** Procès de TotalEnergies, poursuivi par trois ONG pour « pratiques commerciales trompeuses », relatives à sa communication sur sa stratégie climatique.

**5 juin** Déplacement de la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, au congrès de la fédération de la métallurgie puis à la manifestation interprofessionnelle pour les retraites, les emplois et les salaires, à Strasbourg.

**10 juin** Force ouvrière fonction publique organise une conférence de presse à 11 heures au siège de FO, à Paris, pour dénoncer l'effondrement du pouvoir d'achat des agents et les attaques contre le service public.



éditorial, arrive au tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

XAVIER GALIANA/AFP

messieurs »... ont gagné en crédibilité. Le vernis qui entourait le créatif s'est encore un peu plus effrité quand, à l'énumération de ses remarques sur la taille de son sexe, sa capacité à faire jouir, ou sur les hormones féminines, il a marmonné : « Je ne suis pas quelqu'un de lourdingue, je voulais rendre service, partager mes connaissances. » Une salariée des ressources humaines a versé au dossier une anecdote qui l'a fortement agacée. Elle y raconte que lui et Tommy sont passés devant les bureaux du service RH, faisant mine de se donner des fessées, et rigolant en criant : « Harcèlement ! Harcèlement ! » Serge Hascoët contre-attaque : « Ce sont des personnes qui étaient sous pression, qui avaient reçu des plaintes et n'ont rien fait. Elles voulaient charger la barque contre moi, pour dire que tout est de ma faute. » On peut lui reconnaître que l'absence des responsables RH, comme du grand patron, Yves Guillemot, et d'Ubisoft comme personne morale, ne cesse de questionner au fil des journées d'audience. Les accusés parlent pourtant de « système », de « vocabulaire », de « culture » Ubisoft. Chakib Mataoui, représentant de Solidaires informatique, partie civile, rappelle aussi que l'entreprise a « des obligations de santé et de sécurité au travail de l'employeur » et qu'au regard des traumatismes dont souffrent les victimes, détaillés dans leurs expertises psychologiques, elles sont loin d'avoir été respectées. ■

PIERRIC MARISAL

## Droits de douane : jeu de dupes dans la sidérurgie

**PROTECTIONNISME** Le passage ce mercredi de 25 % à 50 % des tarifs américains sur les importations d'acier ajoute au déséquilibre d'un secteur touché par des surcapacités.

**À** la Commission européenne, la litote est un art pratiqué à l'extrême. Quelques heures après le relèvement de 25 % à 50 % des tarifs douaniers sur les importations d'acier et d'aluminium aux États-Unis, le commissaire européen au Commerce, Maros Sefcovic, a ainsi commenté la mise en pratique de l'oukase de Donald Trump sur la sidérurgie mondiale : « Nous regrettons fortement. » Puis il a précisé ce mercredi 4 juin : « Cela n'aide pas les négociations actuelles (sur l'ensemble des tarifs douaniers avec les États-Unis - NDLR) d'autant que nous réalisons des progrès. »

Pour les fabricants d'acier à travers le monde, le décret présidentiel états-unien, pris mardi et entré en vigueur dès ce mercredi matin, fait souffler un vent de tempête sur un secteur déjà dans la tourmente. Le 27 mai, l'OCDE alertait sur une « augmentation spectaculaire des surcapacités, (qui) menace la stabilité du marché de l'acier, l'emploi et les plans de décarbonation ». « Les excédents de capacités devraient atteindre 721 millions de tonnes (Mt)

d'ici à 2027 », note l'organisation internationale.

Principale accusée : la Chine, productrice de la moitié de l'acier mondial, qui assoit sa position dominante à coups de subventions. Jusqu'alors, ses surcapacités étaient absorbées par sa forte demande intérieure. Mais la faim d'acier s'est tassée au niveau mondial comme chez elle. D'où la réponse tarifaire de Donald Trump. « Ces nouveaux droits de douane seront plus efficaces pour lutter contre l'excès de production bon marché provenant des pays étrangers, qui vient miner la compétitivité des industries de l'acier et de l'aluminium des États-Unis », a-t-il expliqué.

### DÉINDUSTRIALISATION DE L'EUROPE

En Europe, les groupes sidérurgistes, ArcelorMittal en tête, craignent que l'acier chinois pollué et ultrasubventionné trouve un exutoire sur le Vieux Continent. D'où leur demande d'accélérer la mise en place du plan européen de soutien, esquisonné en mars dernier, fondé sur le renforcement du mécanisme de blocage des importations d'acier non décarboné,

sur une nouvelle hausse des tarifs douaniers pour contrer les surcapacités ainsi que sur l'augmentation des aides publiques à l'emploi et à la transition énergétique.

Une logique de protectionnisme qui oublie que les multinationales européennes jouent elles-mêmes un rôle dans la déstabilisation mondiale. « À l'image d'ArcelorMittal, (ils) organisent la mise en concurrence des travailleurs et des territoires à l'échelle planétaire, cherchant à produire là où les normes sociales, fiscales et environnementales sont les plus faibles, pour ensuite vendre sur les marchés où les demandes sont les plus solvables. Cette logique conduit à la désindustrialisation de l'Europe », soulignent les économistes Tristan Auvray et Thomas Dallery. Quant à leur stratégie de financiarisation, elle « oriente les décisions vers une recherche du profit immédiat et de la rémunération des actionnaires, au détriment de l'investissement productif et de l'emploi ». Selon leurs travaux, seule une nationalisation d'ArcelorMittal, couplée à des protections et à une décarbonation, pourrait sortir l'acier européen de l'ornière. ■

STÉPHANE GUÉRARD



Intérieur de l'usine d'ArcelorMittal à Florange (Moselle). DOMINIQUE FONTENAT/REA

# « Macron doit écouter les Français et reconnaître la Palestine »



ENTRETIEN

**PROCHE-ORIENT** Membre du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine, **Ahmed Saeed Al Tamimi** était présent, ce mercredi, au siège du PCF à Paris, pour une initiative commune. Il exige la fin du génocide et un cessez-le-feu immédiat.

#### Comment stopper ces crimes ?

Nous demandons aux États, aux dirigeants, aux citoyens d'intervenir pour stopper ce génocide. Nous avons interpellé le président des États-Unis, Donald Trump, afin qu'il fasse pression sur Benyamin Netanyahu pour arrêter cette guerre et que Washington reconnaisse l'État de Palestine. Tant que l'administration américaine n'empêchera pas le gouvernement israélien de mener une politique de colonisation et de nettoyage ethnique, le premier ministre et sa coalition fasciste continueront. Nous résisterons à cette sauvagerie. Nous résisterons à ces crimes.

#### Qu'attendez-vous de la France et de son président ?

La France, qui demeure un exemple à travers le monde pour sa Révolution et la Déclaration des droits de l'homme, doit arrêter de livrer des armes, de commercer avec Israël et de le soutenir financièrement. Le président Emmanuel Macron doit exercer de véritables pressions sur les autorités israéliennes pour qu'elles cessent immédiatement cette guerre et ces crimes. Nous demandons au président français de reconnaître l'État de Palestine comme l'ont déjà fait 148 pays. Car il s'agit de notre droit à vivre, à la liberté, à être souverain et à bénéficier des mêmes droits que les autres peuples. Cette action signifie la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien. Emmanuel Macron doit être en phase avec le peuple français et l'écouter afin de reconnaître la Palestine comme État.

#### Qu'impliquerait la reconnaissance de l'État de Palestine par la France à l'ONU, fin juin ?

Cela renforce notre droit et notre exigence à mettre un terme à la destruction de Gaza et du peuple palestinien, à cesser l'occupation et l'annexion de la Cisjordanie. Car, aujourd'hui, nous ne voyons pas d'actes punitifs, nous ne voyons pas de sanctions, nous ne voyons rien. Cette action diplomatique

**A**hmed Saeed Al Tamimi réclame une action politique forte des autorités françaises et européennes pour stopper le génocide en cours à Gaza. Près de 55 000 personnes ont été tuées en l'espace de dix-neuf mois et la famine menace la majorité des 2 millions d'habitants. L'Organisation de libération de la Palestine (OLP) demeure composée de partis et de mouvements, dont le Fatah, le Front populaire de libération de la Palestine, le Parti du peuple palestinien et le Front démocratique pour la libération de la Palestine. Les discussions se poursuivent pour intégrer le Hamas et le Djihad islamique.

#### Comment réagissez-vous face à la situation à Gaza ?

La bande de Gaza fait partie de la Palestine occupée. Ce territoire subit aujourd'hui un génocide et des crimes à l'égard de nos enfants, de nos femmes et des personnes âgées. Au bout de dix-neuf mois de bombardements, l'ensemble de l'enclave a été rendu invivable, par la



AHMED SAEED  
AL TAMIMI  
Président du Conseil  
palestinien des droits  
de l'homme

destruction totale de toutes les infrastructures. Les autorités israéliennes ont également réduit en cendres les arbres, rendu invivable la terre et occupent désormais une partie du territoire. Si les crimes de Benyamin Netanyahu sont innombrables, le premier ministre israélien peut continuer ces actes sous les yeux du monde entier. La population mondiale, la communauté internationale voient en direct l'étendue des destructions et le nombre de crimes commis. Nous leur demandons désormais de soutenir le peuple palestinien et de mettre fin au génocide mené par le gouvernement israélien. Netanyahu pense que l'extermination des Gazaouis et la destruction de ce territoire lui permettront d'arriver à son objectif d'évincer la population palestinienne. Il veut détruire Gaza pour que les gens ne puissent plus revenir et les forcer à quitter leur terre. Malgré ses crimes, la Palestine restera aux Palestiniens. Nous avons toujours vécu sur cette terre. Nos ancêtres sont enterrés ici et nous continuerons à vivre malgré les difficultés.

« Il s'agit de notre droit à vivre, à la liberté, à être souverain. »



Ahmed Saeed Al Tamimi,  
avec Fabien Roussel,  
le 4 juin, au siège du PCF, à Paris.  
JULIEN JAULIN/HANS LUCAS POUR L'HUMANITE



JULIEN JAULIN/HANS LUCAS POUR L'HUMANITE

doit donc permettre d'imposer un cessez-le-feu immédiat et de stopper le génocide. Sans cette combinaison d'actions, cette reconnaissance n'aura aucun poids.

**Pourquoi avoir choisi d'organiser cette initiative du 4 juin à Paris avec le PCF ?**

Nous avons choisi ce lieu, car le Parti communiste a toujours soutenu le peuple palestinien. L'histoire de cette organisation politique est liée aux luttes d'émancipation des peuples à travers l'histoire : le Vietnam, l'Algérie, l'Afrique du Sud. Notre relation avec les formations

de gauche est historique. Nous savons qu'elles nous aideront, en particulier le PCF, à mener la bataille pour l'arrêt du génocide en faisant pression sur le président Emmanuel Macron et à le pousser à reconnaître notre souveraineté. Cette démarche est internationale à travers les intervenants invités ce mercredi. Elle démontre la solidarité internationale dont a besoin le peuple palestinien face aux silences et aux complicités des États devant les crimes commis par Benyamin Netanyahu et sa coalition gouvernementale. L'opinion publique s'intéresse à la cause palestinienne. Ces derniers mois, le débat public en

France a évolué. Les gens sont maintenant plus enclins à reconnaître les terribles crimes commis à Gaza.

**L'OLP est-elle en lien avec le Hamas, s'agissant des négociations indirectes avec Israël ?**

Nous n'y participons pas. Et nous demandons au Hamas d'arrêter ce dialogue, car il s'agit d'une question nationale qui doit être discutée par l'ensemble des forces politiques palestiniennes. L'OLP demeure le représentant légitime et unique du peuple palestinien en Palestine et à l'extérieur.

**Pensez-vous que le Hamas et le Djihad islamique doivent devenir membre de l'OLP ?**

Le dialogue avec le Hamas et l'ensemble des forces palestiniennes qui ne sont pas membres de l'OLP se poursuit et n'a jamais cessé. Nous souhaitons qu'elles intègrent l'organisation si elles approuvent la ligne politique de l'OLP et reconnaissent les résolutions internationales. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR VADIM KAMENKA

# Entre l'OLP et le PCF, « une longue amitié »

Ce 4 juin, le Parti communiste français et l'organisation palestinienne organisaient une conférence, à Paris.

Cinquante-huit ans jour pour jour après la reconnaissance des frontières de la Palestine, ils réclament la fin des massacres et de la colonisation par Israël.

« **U**n peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène », professait Jean Jaurès. Ce mercredi, les représentants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) ont fait de la coupole du siège du Parti communiste français (PCF) leur voûte pour construire la solidarité, et surtout un avenir libre et pacifique au Proche-Orient. L'Alliance internationale pour les droits du peuple palestinien vient concrétiser « une longue et fraternelle amitié » entre les deux organisations, s'est félicité le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, rappelant leurs « plus de cinq décennies » de relations, la rencontre de Yasser Arafat et de Georges Marchais en 1982 – quelques années avant que l'OLP ne proclame l'indépendance de la Palestine – ou leur déclaration commune, publiée en novembre 2024. ■■■

## DÉCLARATION À GAZA, UN CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT

La conférence « Liberté pour la Palestine », qui s'est tenue à Paris, mercredi, met l'accent sur dix exigences dont un « cessez-le-feu immédiat » et une « reconnaissance immédiate » de la Palestine. Dans sa déclaration finale, les forces progressistes présentes (OLP, PCF, CGT, Fidh, LDH, Médecins du monde...) réclament « la constitution d'une coalition internationale pour la défense des droits du peuple palestinien et la protection du droit au retour, d'une alliance palestinienne, arabe et internationale, enracinée dans l'histoire du combat des peuples pour le progrès ». Le texte demande également « l'application du droit international » et « des principes de la charte des Nations Unies » et condamne « le gouvernement israélien de Benyamin Netanyahu, sa politique suprémaciste, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité qu'il commet » et « les soutiens internationaux dont il bénéficie » qui sont un « danger existentiel pour le peuple palestinien et la paix dans la région ». Retrouvez l'intégralité de l'appel sur [humanite.fr](http://humanite.fr).

■■■ L'initiative réclame encore et toujours le cessez-le-feu immédiat, la fin de la colonisation israélienne, l'application du droit international et la reconnaissance de l'État de Palestine dans les frontières du 4 juin 1967, la veille de la guerre des Six-Jours. D'où cette date, cinquante-huit ans plus tard, pour « donner de l'espoir » au peuple palestinien, a affirmé Fabien Roussel sous une ovation : « En ces lieux, le PCF a porté la lutte d'indépendance du peuple algérien, et nous avons gagné. Nous avons animé la résistance pour la liberté du peuple vietnamien, et nous avons gagné. Nous avons animé la lutte pour la fin de l'apartheid et la libération de Mandela, et nous avons gagné. Nous gagnerons cette bataille pour la reconnaissance de la Palestine ! »

### « NOTRE PEUPLE VEUT LA PAIX »

« J'aile sentiment que nous sortirons de cette salle victorieux », s'est ému Mounib Al Masri, 91 ans, président du Forum Palestine. La combativité transpirait également chez les spectateurs, debout lors des hymnes, faisant fleurir beaucoup d'écharpes et de keffiehs sur leurs épaules. « C'est aussi ça la politique, les Palestiniens méritent qu'on ne relâche jamais nos efforts », déclare un ancien responsable départemental du PCF. Un peu d'humanité, après bientôt vingt mois de génocide à Gaza; de colonisation toujours plus poussée en Cisjordanie, où des lotissements surgissent sans cesse sur les collines, en surplomb des villages palestiniens; d'exactions à Jérusalem-Est, trop nombreuses pour que Marouf Alrefai, le conseiller du gouverneur local, les dénonce toutes.

Cette humanité est ardemment réclamée par les peuples du monde, qui voient chaque jour se dérouler les massacres de civils, à leurs dirigeants. Si Emmanuel Macron, comme il l'a laissé entendre, reconnaît l'État de Palestine dans quelques

jours à New York, ce serait rejoindre 63 % de ses compatriotes, selon un récent sondage d'Odoxa. « La reconnaissance signifie que les Palestiniens ne sont pas que des victimes, mais un peuple qui mérite la liberté et son émancipation », a plaidé Marina Nikolaou, députée chypriote d'Akel. Mais ce n'est pas assez ! Toujours selon ce sondage, 62 % des Français sont favorables à la suspension de l'accord commercial UE-Israël, 58 % à un embargo total sur les produits israéliens.

« Notre message est simple : notre peuple veut la paix », a plaidé Ahmed Saeed Al Tamimi, président du Conseil palestinien des droits de l'homme. La Palestine restera une épine dans le pied du sionisme international, de Benyamin Netanyahu et de ses pairs, qui n'a pas pu en cent ans nous

détruire ni nous empêcher de lever notre drapeau pour nos droits. » Et de promettre son retour place du Colonel-Fabien « pour célébrer notre liberté et notre indépendance ».

Les représentants de l'OLP ont tous salué l'avancée diplomatique promise par le président français. Mais « non, monsieur Macron, ce ne seront pas les historiens qui devront juger du génocide à Gaza », a tenu à signaler Maryse Artiguelong, vice-présidente de la Fédération internationale des droits de l'homme. Les bains de sang du gouvernement fasciste israélien sont de plus en plus insupportables, et les États occidentaux - les derniers à ne pas reconnaître la Palestine - sentent l'indignation de leurs citoyens. Ce mercredi matin encore, le Parlement britannique était encerclé par des milliers de

manifestants. « À Londres, ils sont parfois 1 million, des centaines de milliers en Allemagne, aux Pays-Bas, a listé Sophie Binet. Et, en France, où en sommes-nous ? » La secrétaire générale de la CGT, où « la paix est notre identité », a annoncé une levée de fonds commune avec l'ambassade de Palestine en France, un vote à venir sur le statut de l'État palestinien à l'Organisation internationale du travail, et a enfin réaffirmé le « besoin de gagner une mobilisation massive réunissant toutes les forces politiques et syndicales ». Le rendez-vous est fixé au samedi 14 juin. Deux mots d'ordre : le cessez-le-feu et la reconnaissance immédiats. Et un seul peuple, derrière nos dirigeants, pour nos sœurs et frères palestiniens. ■

AXEL NODINOT

# À Fos-sur-Mer, les dockers bloquent des armes pour Israël

Une cargaison devait quitter, mercredi, le port des Bouches-du-Rhône à destination de Haïfa avec à son bord 14 tonnes de pièces détachées pour fusils-mitrailleurs, fabriquées par la société française Euralinks.



Dans les ruines de Gaza, en septembre 2024. ILIA YEFIMOVICH/DPA/ABACAPRESS.COM

**E**mmanuel Macron a de fortes paroles de dénonciation de l'engrenage en cours à Gaza et envisage une reconnaissance prochaine de l'État de Palestine, sans doute assortie de conditions. Mais la France apparaît également comme le maillon d'une chaîne qui permet au gouvernement israélien de poursuivre le génocide en cours, de plus en plus dénoncé internationalement.

C'est dans le golfe de Fos-sur-Mer, près de Marseille (Bouches-du-Rhône), qu'il faut en trouver les preuves. Sans l'intervention des dockers, un bateau aurait quitté le complexe portuaire à destination d'Israël avec des armes à son bord. Dans un communiqué publié ce mercredi, l'organisation syndicale a confirmé ce que deux médias avaient révélé un peu plus tôt dans la journée. Il indique que « 19 palettes de

maillons d'Euralinks (entreprise marseillaise) devaient être embarquées par conteneur ce jeudi après-midi via le port de Marseille-Fos en direction de Haïfa », principal port du pays.

Une information leur est alors parvenue selon laquelle parmi ces marchandises à charger se trouvaient « des pièces détachées pour fusils-mitrailleurs servant à l'armée israélienne pour continuer le massacre de la population palestinienne ». « Après avoir alerté nos employeurs ainsi que les autorités compétentes, nous avons pu trouver ce conteneur rempli de maillons d'Euralinks », relate le syndicat. « Ce conteneur a été mis de côté et les dockers ne le chargeront pas sur le bateau à destination d'Haïfa », ajoute-t-il. Les dockers et portuaires du golfe de Fos ne participeront pas au génocide en cours orchestré par le gouvernement israélien. » Une

attitude qui s'inscrit « dans la lignée des combats ouvriers et internationalistes », s'est félicité le PCF 13.

### UN « COMBAT OUVRIER »

Les informations avaient été révélées le matin même par une enquête de Disclose et de The Ditch. Un cargo israélien, le *Contship Era*, devait faire escale ce jeudi, à Fos-sur-Mer, pour embarquer en secret 14 tonnes de pièces détachées pour fusils-mitrailleurs, fabriquées par la société française Eurolinks et destinées à l'entreprise d'armement Israel Military Industries. L'arrivée du bateau était prévue à 6 heures, et son départ vers le port d'Haïfa, dans le nord d'Israël, ce même jour aux alentours de 23 heures, écrivent les journalistes.

Selon les deux médias, l'entreprise à l'origine de la commande est une filiale d'Elbit Systems, l'un des principaux industriels de l'armement israélien. Elle se présente comme « le fournisseur exclusif des forces israéliennes de défense », notamment en munitions. Il s'agirait de la troisième livraison de ce type entre Fos-sur-Mer et Haïfa depuis le début de l'année après celles du 3 avril et du 22 mai.

À l'heure où nous écrivons ces lignes, les autorités, informées par l'enquête journalistique et saisies par le syndicat CGT des dockers, n'avaient toujours pas réagi. Alors que l'Espagne a suspendu tous ses contrats d'armement avec Israël, la France continuera-t-elle de priver sa parole d'actes concrets, décidant de fait de demeurer impuissante ? ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX



Le 27 mai. Incendies de forêt à Flin Flon, dans la province du Manitoba. HANDOUT/MANITOBA GOVERNMENT/AFP

## Au Canada, plus de 2 millions d'hectares partis en fumée

**MÉGAFEU** Comme chaque année, le pays est touché par de violents incendies de forêt, dont beaucoup étaient toujours hors de contrôle mercredi. Leur survenue dès le mois de mai interpelle les autorités canadiennes, qui craignent le pire pour l'été à venir.

Imaginez la superficie d'un pays comme la Slovénie partir en fumée. Au total, 2,2 millions d'hectares ont d'ores et déjà été détruits dans le centre et l'ouest du Canada depuis le déclenchement des mégafeux le mois dernier. Plus de 200 incendies actifs poursuivaient leur course folle ce mercredi, la moitié d'entre eux étant considérés hors de contrôle par le Centre interServices des feux de forêt du Canada (Cifc). Impuissantes, les autorités canadiennes n'hésitent pas à parler du pire début de saison des feux depuis des années.

Alors que, dans l'Alberta, des sites pétroliers ont été mis à l'arrêt – plus de 7 % de la production nationale impactée –, face à la propagation des flammes, les provinces particulièrement touchées de la Saskatchewan et du Manitoba ont déclaré simultanément l'état d'urgence, fin mai. Et des départs d'incendie sont désormais recensés au nord de la Colombie-Britannique. Plus de 26 000 habitants ont été évacués, notamment au sein de réserves autochtones ravagées. « C'est une période très difficile pour de nombreux Canadiens », a réagi Eleanor Olszewski, la ministre de la Gestion des urgences, mardi, en conférence de presse.

La précocité de ces événements météorologiques extrêmes rappelle le traumatisme de l'été 2023 : 15 millions d'hectares consumés et des feux survenus dès le courant du mois de mai, comme cette année. Cette précocité, doublée d'une particulière intensité, est directement liée au réchauffement climatique, cause d'une diminution massive du manteau neigeux dès le printemps, suivie d'une sécheresse persistante.

**Plus de 26 000 habitants ont été évacués, notamment au sein de réserves autochtones ravagées.**

« On sait que, dans un monde à + 2 °C de réchauffement à horizon 2050, 60 % des terres émergées verront une hausse des conditions propices aux incendies, telles que des saisons sèches de plus en plus longues, de plus en plus sévères ou de plus en plus précoce », rappelle à l'*Humanité* Françoise Vimeux, climatologue à l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

### ENVIRONNEMENT À RISQUE

En sus de la progression des murs de feu, la qualité de l'air, dégradée par les fumées, inquiète les autorités. Ces dernières invitent en conséquence les Canadiens à limiter leur temps de sortie. Le problème s'étend sur l'Atlantique nord, notamment aux États-Unis. Suie, cendres, poussière... Des alertes ont été émises dans les États du Michigan, du Wisconsin, du Minnesota et du Nebraska. Les fumées ont même atteint l'Europe, en témoigne le ciel voilé aperçu à divers endroits au nord-ouest de la France, même si ces concentrations en monoxyde de carbone ne posent pas de problème de santé publique, soutient l'Institut Copernicus. Pour l'heure, les causes de ces mégafeux ne sont pas encore connues, bien que les autorités canadiennes mettent en cause les activités humaines, le plus souvent accidentelles dans un environnement déjà à risque. Elles estiment que la saison des mégafeux pourrait être « au-dessus de la normale » en juin et juillet, laissant présager un scénario similaire à 2023. Voir pire. ■

ANTOINE PORTOLE

## Wilders provoque des législatives anticipées

**PAYS-BAS** Le dirigeant d'extrême droite a profité d'un projet sur l'asile et la migration pour faire exploser la coalition au pouvoir.

**G**eert Wilders acte qu'il n'est pas un partenaire fiable. Ce 3 juin, le dirigeant d'extrême droite néerlandais a fait exploser la coalition de droite si difficilement construite. Au terme de seulement 336 jours au pouvoir, le Parti pour la liberté (PVV) a ainsi claqué la porte et laissé ses alliés du Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD, libéral), du Nouveau Contrat social (NSC, centriste) et du Mouvement agriculteur-citoyen (BBB, populiste) au milieu du gué. Au regard des traités internationaux dont les Pays-Bas sont signataires, ses partenaires ont refusé d'appuyer sa loi d'urgence radicale sur l'asile et la migration, qui prévoyait une militarisation des frontières, la fermeture complète de ces dernières, le gel de l'asile, du regroupement familial et l'expulsion des exilés syriens notamment.

La dirigeante libérale du VVD, Dilan Yesilgöz, a lourdement contribué à la droïdisation du paysage politique et fut l'une des premières à tirer les leçons de l'échec de la précédente coalition avec le centregauche sur l'enjeu du droit d'asile. Elle affirme ainsi qu'un compromis aurait pu être atteint en aménageant le texte et qualifie de « super-irresponsable » le départ de Geert Wilders : « Il a déclaré que nous étions confrontés à d'énormes défis internationaux, que nous avions une guerre sur notre continent et qu'une crise économique pourrait nous frapper. » Sur le plan intérieur, Dilan Yesilgöz craint le retour des sociaux-démocrates à l'issue des élections anticipées qui se tiendront à l'automne : « Nous avions une majorité de droite et il laisse tout tomber, pour son ego. Il n'en fait qu'à sa tête... Il nous fait passer pour des imbéciles. Ils en font à un moment d'incertitude sans précédent. »

### UN PARTENAIRE ENCOMBRANT ET INSTABLE

Geert Wilders, qui avait enregistré en novembre 2023 le meilleur score d'un parti d'extrême droite à une élection depuis 1945 en obtenant 37 sièges sur 150 au Parlement, ambitionne désormais de devenir le prochain premier ministre. Mais la réticence de ses partenaires complique la formation d'une coalition sous sa houlette dans un paysage politique éclaté. L'image d'un partenaire non seulement encombrant mais instable colle à l'homme d'extrême droite. « Vous savez que si vous travaillez avec Wilders dans une coalition, cela ne se passera pas bien », confirme Rob Jetten, le chef du parti libéral d'opposition D66. Le dirigeant nationaliste avait déjà provoqué la chute du premier gouvernement minoritaire de Mark Rutte en 2012. La dirigeante du BBB, Caroline Van Der Plas, s'est emportée contre ce jeu en solitaire de Geert Wilders : « Il ne fait pas passer les Pays-Bas en premier, il fait passer Geert Wilders en premier. » ■

LINA SANKARI



*Les Enfants de Nobodaddy,*  
d'Arno Schmidt. p. 18

*Transformations,*  
de Bertrand Leclair. p. 18

*Ambroise Croizat,*  
d'Emmanuel Defouloy. p. 20

# «Je voulais explorer le lieu où j'ai grandi»

**LITTÉRATURE** Après trois recueils de poésie, **Andrew McMillan** publie son premier roman, *Pitié*, portrait d'une cité minière du nord de l'Angleterre. Il revient sur son parcours, son désir d'écrire et la situation politique dans son pays.

**N**é en 1988 dans le Yorkshire, Andrew McMillan est connu en Angleterre comme poète. Auteur de trois recueils (*physical*, *playtime*, *pandemonium*) récompensés par plusieurs prix, il a également codirigé une anthologie de poèmes queer. Avec *Pitié*, son premier roman, il explore Barnsley, la ville minière dont il est originaire, à travers le point de vue d'hommes d'une même famille. Simon, 25 ans, raconte l'héritage de la mine et les dégâts du thatchérisme dans un spectacle de drag, tandis que son père, Alex, affronte une homosexualité refoulée. Brian, le frère de ce dernier, participe à un atelier mené par des universitaires venus étudier la ville. Composé de fragments écrits dans des styles différents – du lyrisme à la sécheresse des caméras de surveillance –, le livre superpose les strates de la mémoire ouvrière et l'expérience gay.

#### Barnsley est votre ville natale, et pourtant *Pitié* n'est pas autobiographique...

Je voulais explorer le lieu où j'ai grandi. Par rapport à ma poésie, inspirée de mon expérience personnelle, le grand plaisir du roman est la possibilité d'inventer. Bien sûr, j'y ai mis de moi, comme la scène où le personnage de Simon

doit révéler qu'il est gay en classe. Mais je n'avais pas envie qu'on le lise comme une autobiographie ou une auto-fiction. Aucun des personnages principaux n'a la même expérience que moi, mais je sais qu'en Angleterre on a tendance à lire les romans à travers ce prisme.

#### Pourquoi faire le portrait de la ville à travers plusieurs points de vue ?

L'origine du roman est la pièce de John Ford *Dommage qu'elle soit une putain* ('Tis Pity She's a Whore), que j'ai étudiée à l'université. J'ai toujours eu envie de transposer cette œuvre à Barnsley, à l'époque contemporaine. L'intrigue a changé, mais le titre *Pitié* vient de là. Les différentes voix étaient un moyen d'écrire le roman d'une ville de manière fragmentaire, sans avoir recours à un dieu omniscient. Avec les caméras de surveillance, les ragots, l'arrière-plan historique, le langage plus formel et distant de l'universitaire, je tente de montrer ce qu'est vraiment une ville.

#### La poésie est présente dans la voix du grand-père mineur...

Mon grand-père maternel était mineur. Il avait un petit jardin ouvrier, un lieu en extérieur où il pouvait faire pousser ses légumes et surtout respirer à l'air libre. Je me souviens de lui marchant de la porte d'entrée jusqu'au bout de l'allée sans pouvoir s'arrêter de tousser. Ce n'est pas un travail dont on a envie pour son enfant. Et pourtant il procurait un revenu stable et pouvait nourrir une famille, c'est ce dont les gens sont nostalgiques. Mon défi



#### ENTRETIEN

Pour Andrew McMillan,

était de produire de la beauté sans romantiser la mine. Je voulais écrire de manière lyrique, tout en prêtant attention à l'étroitesse de la cage d'ascenseur, à l'impact physique de ce travail sur le corps.

#### Comment avez-vous créé les personnages principaux ?

Je voulais examiner ce qui, pour trois hommes de générations différentes vivant dans la même ville, avait changé ou pas. C'était important qu'ils soient tous restés. Et je souhaitais que les interactions ne soient pas prévisibles. Par exemple, un stéréotype consiste à dire qu'en Angleterre, dans un endroit comme Barnsley, il y a beaucoup d'homophobie et d'intolérance. C'est potentiellement vrai, mais ça l'est aussi ailleurs. Mon expérience et celle de mes amis sont plutôt inverses. En tant que gays, nous avons été acceptés.



« le grand plaisir du roman est la possibilité d'inventer ». SOPHIE DAVIDSON

#### **Simon se travestit en Margaret Thatcher, est-ce que le « Thatcher drag » existe vraiment ?**

Il y a eu des exemples en Angleterre, mais pas à Barnsley. C'est une invention. Margaret Thatcher a inspiré ce personnage de drag, car elle était aux affaires durant la grève des mineurs, pendant la grande période de désindustrialisation. Elle a fait passer la loi section 28 qui interdit la promotion de l'homosexualité dans les lieux publics, les écoles, les structures médicales. C'est aussi une manière d'évoquer le fait qu'elle a pris des leçons de diction pour rendre sa voix plus grave et paraître plus masculine. Parce qu'elle était une femme dans un environnement d'hommes, elle s'habillait et se coiffait de façon très particulière. J'aimais le fait de relier ces deux aspects. Simon est assez naïf mais il espère qu'à travers le drag, en utilisant l'héritage de la mine, en mettant les bottes de son

grand-père mineur, il comprendra qui il est et trouvera une nouvelle manière de raconter.

#### **Votre regard sur la ville est-il intérieur ou extérieur ?**

J'ai vécu la moitié de ma vie à Manchester, c'est-à-dire aussi longtemps qu'à Barnsley. Je suis cet universitaire de la classe moyenne qui observe la ville. Je connais très bien ma ville d'origine et les gens qui y vivent, je sais comment restituer leur parler de manière authentique. Mais je suis aussi suffisamment extérieur pour avoir de la distance. Parce que mon père était écrivain (le poète Ian McMillan - NDLR), j'ai grandi dans une maison pleine de livres de poésie. J'allais dans une école où l'enseignement artistique était presque inexistant mais je savais que je pouvais le trouver chez moi. Donc j'étais à la fois intérieur et extérieur. C'est ce dont un écrivain a besoin.

#### **Pourquoi avez-vous quitté Barnsley ?**

J'ai senti que je ne serais pas heureux si je restais. Quand j'étais à l'université de Lancaster, j'ai passé du temps

**« Je suis cet universitaire de la classe moyenne qui observe la ville. »**

à Manchester. Je m'y suis senti en sécurité, j'ai éprouvé qu'une vie plus vaste était possible. Comme la plupart des membres de ma famille, mes deux sœurs sont restées à Barnsley. Et elles y sont heureuses. Dans un des premiers brouillons

de l'histoire, Simon faisait son numéro de drag pour économiser de quoi partir à Manchester. Et puis je l'ai réécrit, je voulais qu'il reste et trouve la possibilité du bonheur.

#### **Pour quelle raison avez-vous commencé à écrire de la poésie et non de la fiction ?**

J'ai résisté longtemps, parce que mon père était poète. À l'adolescence, on est généralement par le métier de ses parents. J'ai voulu être acteur, homme politique puis, à 18 ans, j'ai recommencé à lire de la poésie et je l'ai utilisée pour donner du sens au monde. Écrire de la poésie était aussi un moyen de rédemption, une manière de me réconcilier avec ce dont j'avais honte ou ce qui m'inquiétait.

#### **Qu'est-ce que le passage au roman a changé dans votre travail d'écrivain ?**

On conseille aux jeunes écrivains d'écrire tous les jours, mais, en tant que poète, je ne l'avais jamais fait. Ce qui a énormément changé, c'est la discipline et le travail de construction. Mon éditeur anglais m'a beaucoup parlé des temps du récit. Un poème ne se préoccupe pas de savoir ce qui arrive avant ou après, et c'est ce que j'aime. Le roman au contraire nécessite de savoir si telle voix dure un an, un jour ou une heure. J'aime aussi l'idée de pouvoir toucher davantage de lecteurs, pas forcément ceux qui connaissent déjà ma poésie ou veulent être poètes.

#### **Comment va le Yorkshire depuis le Brexit ?**

Barnsley a voté massivement pour quitter l'Union européenne. Après le référendum, les pro-Brexit ont fait l'objet de commentaires très méchants de la part de la classe politique et des journalistes. J'essaie d'aller au-delà des idées reçues. J'ai lu cette statistique : l'espérance moyenne de vie en bonne santé à Barnsley est de 55 ans. Dans d'autres endroits du pays, c'est vingt ans de plus. Cette énorme disparité est liée au travail. En quarante ans, il n'y a jamais eu de réponse économique pour aider les villes industrielles. Par exemple, on va construire une centrale photovoltaïque à la place de l'ancienne mine de Barnsley. Mais ces panneaux solaires seront fabriqués ailleurs. Faute de réponse économique satisfaisante, l'extrême droite va s'engouffrer dans la brèche, inciter les gens à se radicaliser et à incriminer les mauvaises personnes. C'est vrai partout, pas seulement à Barnsley. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR SOPHIE JOUBERT

## **La mine et la fierté ouvrière en héritage**

À travers les voix d'hommes d'une même famille, l'auteur britannique dessine la cartographie de Barnsley, dans le Yorkshire, marquée par la désindustrialisation en alliant chronique sociale et roman gay.

**Pitié, d'Andrew McMillan, traduit de l'anglais (Grande-Bretagne) par Laurent Tréves, Grasset, 240 pages, 20,90 euros**

**L**a construction du premier roman du poète anglais Andrew McMillan pourrait s'apparenter à un forage, une tentative d'exhumer toutes les strates d'histoire, de langue, d'humanité, qui composent la ville de Barnsley, dans le Yorkshire. Cette cité du nord de l'Angleterre, marquée par la désindustrialisation, est connue pour avoir été le théâtre de catastrophes minières, au XIX<sup>e</sup> siècle puis en 1974, qui ont causé la mort de plusieurs personnes.

Pour appréhender toute la complexité du lieu où il a grandi, l'auteur croise l'expérience d'hommes de la même famille, qui portent la mine et la fierté ouvrière en héritage. Alex, le père, fils et petit-fils de mineur, a vécu toute sa vie en chantant ses véritables désirs. Simon, son fils, gagne un peu d'argent en postant des vidéos érotiques gay et se produit dans un cabaret drag, travesti en Margaret Thatcher. Non en hommage à la Dame de fer mais plutôt pour rappeler les luttes menées par les syndicalistes et la grande grève des mineurs de 1984-1985. En italique, une voix lyrique, proche de la poésie, exhume la mémoire du grand-père mineur et les dégâts que le travail a causés à son corps.

#### **COMME UN PALIMPSESTE**

Parti de Barnsley pour ses études, Andrew McMillan écrit depuis un double point de vue. Celui de l'enfant du pays, qui en connaît les codes, l'accent et le langage. Mais aussi celui de l'universitaire et poète qu'il est devenu. Ce regard extérieur sur la ville est restitué par des notes de terrain d'universitaires qui, à l'aide d'entretiens et d'ateliers d'écriture avec les habitants (dont Brian, le frère d'Alex), appréhendent la ville comme un palimpseste : au fil des ans, une enseigne en remplace une autre, le pub se transforme en église, un fast-food est chassé par une banque.

À cette diversité de voix et de points de vue vient s'ajouter l'œil des caméras de surveillance qui accentuent l'impression de fragmentation du récit et font ressentir le poids de l'impossible anonymat. Cette exigence formelle, qui n'entrave en rien la lecture, contribue à la réussite de ce roman où, à l'inverse des livres de Didier Eribon ou d'Édouard Louis, les personnages vivent leur homosexualité au sein des classes populaires sans quitter leur lieu d'origine. ■

S. J.



# Arno Schmidt, le «sanglier des lettres allemandes»

**LITTÉRATURE** La trilogie des *Nobodaddy*, une exploration de la vie entre le nazisme et l'après-guerre, qui fit date dans les années 1950, est réunie en un volume dans une traduction française révisée.

**Les Enfants de Nobodaddy (Scènes de la vie d'un faune, Brand's Haide, Miroirs noirs), d'Arno Schmidt, traduits de l'allemand par Nicole Taubes et Claude Riehl, préface de Marie Darrieussecq, Tristram, 502 pages, 25 euros**

«**Q**uiconque cherchera à déceler dans ce livre des ressemblances avec des lieux et des personnes existantes sera condamné à une peine de prison PAS inférieure à 18 mois». La menace placée par Arno Schmidt en exergue d'*On a marché sur la lande*, roman paru en 1960, était claire. Et l'auteur d'enfoncer le clou : « Quiconque fouinera en quête d'une "action" ou d'un "sens plus

profond" ou pire encore chercherait à y voir une œuvre d'art sera fusillé. »

Nous voilà prévenus : inutile de chercher un témoignage, un document dans les romans d'Arno Schmidt, moins encore un message. L'avertissement vaut pour la trilogie des *Enfants de Nobodaddy*. Trois romans publiés de 1950 à 1953 et réunis en 1960 sous ce titre. Emprunté au poète et peintre anglais William Blake (1757-1827), le mot-valise fusionne Nobody et Daddy, et peut se rendre par « Papapersonne ». Mais les traducteurs ont préféré

**C'est la faillite de tout un système de langue et de pensée qui est mise à nu.**



La trilogie jette une ombre sur le « miracle de la reconstruction ».

respecter l'intention de l'auteur, qui lui-même ne l'a pas traduit en allemand, peut-être pour respecter l'emprunt à Blake, qui l'avait créé pour s'adresser à un Dieu absent. Les trois romans se centrent sur la vie de l'Allemagne pendant le nazisme et les premières années de l'après-guerre. Du morne quotidien d'un petit fonctionnaire qui ironise sur la propagande du pouvoir, au retour d'un prisonnier et au chaos des lendemains de guerre, c'est la faillite de tout un système de langue et de pensée qui est mise à nu.

En Allemagne, cela jette une ombre embarrassante sur le « *miracle de la reconstruction* ». À cet intempsif on préfère une littérature de témoignage aux positions claires, à la Heinrich Böll ou Günter Grass, tous deux prix Nobel. Schmidt, lui, travaillait la langue, révélant le mensonge nazi et la comédie de l'Allemagne « dénazifiée » d'Adenauer. Les tenants de la tradition réaliste ne compriront pas un rapport au réel considéré comme « *le terrain de chasse de l'imagination* », fait de notations fulgurantes, d'allusions, de citations, de bouts de dialogue et de parenthèses.

Son écriture fragmentaire, courts paragraphes introduits par un titre en italiques, peut déconcerter. Mais si certains ont voulu voir en lui un « *sanglier dans le champ de notre langue allemande* », il a été vite reconnu. En France même, où grâce à Maurice Nadeau et Christian Bourgois il a été assez tôt traduit, la critique du *Monde*, Jacqueline Piatier, le considère comme « *ni rebutant ni difficile* ». Et c'est encore vrai cinquante ans plus tard. ■

ALAIN NICOLAS

## Pascale Bouhéni et la magie du cinéma

**LITTÉRATURE** Après avoir reconnu sa grand-mère dans un film de Nelly Kaplan, l'autrice de *Magirama* écrit une « projection simultanée » de son histoire familiale et de celle de son époque.

**Magirama, de Pascale Bouhéni, Gallimard, 134 pages, 18 euros**

Il n'est pas donné à tout le monde de reconnaître sa grand-mère dans un film. C'est arrivé à Pascale Bouhéni. Devant *Charles et Lucie* (1979), de Nelly Kaplan, à la télévision, elle s'endort. Dans les brumes du réveil, sur l'écran, elle reconnaît Marseille et sa grand-mère. Nous sommes à la 41<sup>e</sup> minute du film. « Que fait ma grand-mère de ce côté de l'écran ? » On peut lire *Magirama* comme une réponse à cette question. Pascale Bouhéni, écrivaine et cinéaste, a plusieurs fois essayé de filmer sa grand-mère, qui, intimidée, ne lui disait rien. Et voici que sur ce marché de la rue Longue à Marseille,

devant un étal où l'on vend de la « soubressade », cette saucisse pimentée chère aux « rapatriés » d'Algérie, elle dit tout. « Le monde du marché est son monde, que ce soit à Alger, à Saint-Denis, où elle vivait, ou à Marseille. Mais plus encore à Marseille, parce que ça ressemble à Alger. » Alors, pour prolonger la magie, elle organise dans son salon un de ces dispositifs que le cinéma affectionnait dans les années 1950. Abel Gance et Nelly Kaplan en avaient inventé un, qu'ils avaient nommé Magirama, où sur trois écrans juxtaposés se jouaient trois histoires différentes. Pour elle et pour nous, elle installe cette projection de papier. On peut y voir, y lire l'histoire de sa grand-mère, celle de Nelly Kaplan, celle de son époque, celle de Pascale Bouhéni et, surtout, la nôtre. Magique. ■

A. N.

## La lecture de Franz Kafka peut ouvrir des portes

**LITTÉRATURE** À partir de *la Métamorphose*, Bertrand Leclair explore un drame de famille, prouvant ainsi le pouvoir de la grande littérature.

**Transformations, de Bertrand Leclair, Actes Sud, 214 pages, 22 euros**

**R**élisant un soir *la Métamorphose*, de Kafka, Bertrand Leclair éprouve un ébranlement psychique. Il évoque l'effet déchirant d'un « *arc électrique* » jailli au cœur de sa vie. Depuis quatre ans, inapte à définir ce qui le hante, le voilà devant les trois portes de la chambre de Gregor Samsa métamorphosé en cafard. Elles ont un « rôle déterminant » dans le récit de Kafka. Elles ne cessent de claquer, de se verrouiller dans un sens ou dans l'autre... Elles convoquent le souvenir d'une autre porte, familiale, « *beaucoup trop blanche et bizarrement dansante* », lourdement chargée de sens. Celle de la chambre de R., sa fille de 25 ans, grande sportive, atteinte de surdité. Le dimanche 16 juin 2019, revenue très agitée d'une finale de volley, elle « *s'est abattue sur son lit pour s'y consumer en bouffées puissamment délirantes* ». Terrible déflagration pour elle, cette crise de démence fut un choc pour toute la famille. Le bouleversement de l'entourage, au-delà de l'être impliqué, lui apparaît face au texte de Kafka, relu d'un œil neuf.

« *Le livre de Kafka, écrit-il, sert de point de départ et d'appui pour raconter, méthodiquement, pas à pas, l'implacable mécanique qui peut s'emparer d'une famille tout entière au surgissement en son sein d'une altérité radicale – altérité qu'elle aura aveuglément nourrie et peut-être provoquée à son insu.* »

En parallèle de sa relecture crayon en main, l'auteur médite par écrit sur lui, sa famille, les signes annonciateurs rétrospectivement si nombreux des crises de R. Ainsi s'ébauche le livre qu'il va mettre plusieurs mois à écrire, mettant en lumière « *la léthargie des familles* » – cette science de l'oubli – si rapide à reprendre ses droits après la crise, tout comme la famille de Gregor, une fois balayé l'insecte, noie le tragique sous l'ordinaire.

Leclair ne s'épargne pas, jonglant avec les pommes de discorde : l'éducation par les parents, le délire comme une « *tentative de reconstruction* » face à la dérive sécuritaire de la psychiatrie...

Sa phrase, ample, obstinée, creuse des sortes de « *terrains labyrinthiques* », ménage des haltes, crée des électrochocs porteurs de visions. Il emploie le « *vous* » au lieu du « *je* », se met alors à distance. La première lectrice sera sa fille. Quatre ans après la crise, elle s'est libérée de l'emprise pharmacologique en même temps que son père écrivait. Aujourd'hui, R. va bien. ■

MURIEL STEINMETZ



## BANDE DESSINÉE D'esclave à proie des réseaux sociaux



**Sangliers,**  
de Lisa Blumen,  
L'employé du moi,  
206 pages, 25 euros

Influenceuse beauté, un vrai métier ? En zoomant sur la vie de Nina Makeup, Lisa Blumen cible le hors-champ et montre derrière le filtre des écrans le quotidien d'une jeune influenceuse beauté qui perd pied. Maquilleuse professionnelle, Nina travaille aussi en intérim pour des téléfilms miteux. Chez elle, quand on frappe à la porte, c'est le livreur qui dépose les colis de marques partenaires. Le réveil sonne et c'est l'heure de la « morning routine ». Mais en off le temps manque et révèle l'activité harassante de cette

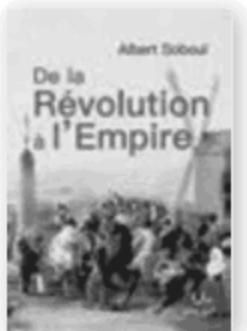
esclave des réseaux sociaux. Dehors, sur le trottoir d'en face, un homme l'observe sous sa capuche, portable à la main. Sa seule présence fait monter la pression. Car derrière les rideaux de l'appartement de Nina se terrent la solitude, l'illusion de l'influenceuse dopée aux mantras de la société capitaliste, persuadée d'offrir la meilleure version d'elle-même sur ce marché de la beauté qui dévalorise les compétences et sacrifie tout aux apparences.

Dans la lumière saturée des feutres à alcool, les nuances rose chair et rose bonbon virent au rouge sang. Le jeu des cadrages démaquille les faux-semblants, taillade la couche superficielle au rythme d'un thriller à la Hitchcock. De la psychose naît l'hallucination d'un sanglier qui surgit

pour faire voler en éclats les stéréotypes du sexe ordinaire. Devenue la proie des chasseurs masculinistes qui la harcèlent en ligne, Nina porte sur elle un visage marchandise convoité. « C'est l'heure de la fureur de Queen Kong », chantent les Vulves assassines, groupe de punk féministe qu'Uma, une ingénierie du son rencontrée sur un tournage, va voir en concert. La fiction a ce pouvoir de mêler les imaginaires pour faire bouger les lignes. Au bord du fantastique, *Sangliers* dépasse la pertinence documentaire pour rêver l'amitié vraie entre deux femmes, proposer la construction d'un lien capable tout en subtilité de défier les normes et de faire entendre un manifeste pour la sororité. ■

LUCIE SERVIN

## DOCUMENT La révolution d'Albert Soboul



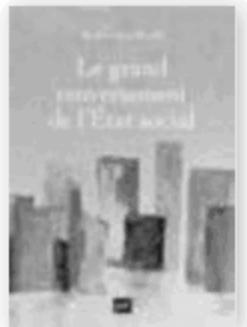
**De la Révolution à l'Empire,**  
d'Albert Soboul, PUF,  
128 pages, 21 euros

Saluons l'excellente initiative éditoriale des PUF. Il s'agit de la réédition des trois volumes de *la Révolution française, le Consulat et l'Empire*, d'Albert Soboul. Ils sont désormais réunis en un volume sous le titre *De la Révolution à l'Empire* dans la collection « Quesais-je ? ». Directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française et ancien titulaire de la chaire d'histoire de la Révolution française à la Sorbonne, Soboul est l'un des plus grands historiens du XX<sup>e</sup> siècle. Après sa mort, en 1982, le premier titre fut refondé par Frédéric Bluche, Stéphane Rials, historiens

« libéraux » influencés par les thèses de François Furet, et par Jean Tulard, spécialiste de... l'Empire. L'état d'esprit dominant de l'époque, le début des années 1990, n'étant pas étranger à cette nouvelle orientation. Toujours est-il que les analyses d'Albert Soboul, pour qui « la Révolution marque l'avènement de la société bourgeoise et capitaliste dans l'histoire de la France » et la prise de possession du pays par les « notables » pour le siècle suivant, doivent continuer à irriguer les débats académiques et citoyens. Dans ce grand mouvement historique, les événements de la Révolution à l'Empire suivent une mécanique implacable : le 18 brumaire assure le « maintien de la prépondérance sociale de la bourgeoisie », et le règne de Napoléon porte la « marque indélébile » de sa « filiation révolutionnaire ». Nourrie de matérialisme historique, l'analyse de Soboul se développe en miroir de la thèse de Marx. Elle compte parmi les lectures de la Révolution française les plus marquantes, les plus discutées et demeure plus actuelle que jamais ! ■

GÉRARD LEIDET

## ESSAI Controverses au sujet de l'État social



**Le Grand  
Renversement  
de l'État social,**  
de Sacha Lévy-Bruhl,  
PUF, 426 pages,  
25 euros

L'auteur, s'appuyant sur les travaux de l'école française de sociologie, nous offre une analyse originale de l'État social. À travers un examen comparatif du welfare State américain et du modèle social français, Sacha Lévy-Bruhl propose une nouvelle interprétation de ce modèle social, qui serait centrée non

plus sur la solidarité, mais sur « l'effacement de la responsabilité de l'individu pour son sort social ». Ce qui a sécurisé les existences en sortant de l'idée d'une responsabilité sociale individuelle. Gauche et droite se tromperaient de débat. Pour les premiers, nous serions entrés, faute de moyens, dans une période de dislocation générale de l'État social. Pour les seconds, nous n'aurions jamais concentré autant de fonds pour assurer sa pérennité. Au-delà des querelles budgétaires, c'est ce fondement politique de l'État social qui est mis en cause. ■

JEAN-CHRISTOPHE LE DUIGOU

## ESSAI À chacun selon ses émissions de gaz à effet de serre, à chacun selon ses besoins



**Justice climatique,** de Sébastien  
Mabile, Actes Sud,  
176 pages, 14,90 euros

Les 1 % les plus riches, soit 88 millions d'individus dans le monde, émettent chaque année 1,5 fois plus de gaz à effet de serre que la moitié de la population la plus pauvre, soit 3,8 milliards d'individus. En un mois, l'un de ces « superriches » émet autant de gaz à effet de serre qu'un Français en un an. Mille fois plus qu'une personne figurant parmi les 1 % les plus pauvres. Les politiques publiques maintiennent ces priviléges et ciblent de

manière disproportionnée les groupes aux plus faibles revenus et aux plus bas niveaux d'émission. Pourtant, le temps est compté. Le seuil irréversible de 1,5 °C de réchauffement climatique global, avancé par les accords de Paris, ne doit pas être franchi. Sébastien Mabile, docteur en droit et avocat au barreau de Paris, signe un livre précis et rigoureux sur la crise climatique et les inégalités sociales. Ses solutions ? Plafonner les émissions des plus riches pour augmenter celles des plus défavorisés et assurer la satisfaction de leurs besoins essentiels. Soit établir un rapport de force comparable à celui des grandes luttes ouvrières du XIX<sup>e</sup> siècle. ■

HONORINE LETARD

## BANDE DESSINÉE C'est la mer qui prend l'homme



**La Longue Route,** de Stéphane  
Melchior (scénario) et Younn  
Locard (dessin), d'après  
l'œuvre de Bernard Moitessier,  
Gallimard BD, 344 pages,  
29 euros

En 1968, Bernard Moitessier relevait le défi lancé par le *Sunday Times* et embarquait à Plymouth pour participer au Golden Globe Challenge, la première course autour du monde en solitaire, à bord de *Joshua*, son ketch en acier rouge. Mais le marin, après avoir déjà passé les caps de Bonne-Espérance, Leeuwin et de Horn, a décidé de repartir pour un tour, tournant le dos à la victoire. Il raconte ce périple dans un livre de légende, *la Longue Route*, tout à la fois journal de bord et ode à la mer : une navigation métaphysique sur la place de l'humain dans la nature et le rejet de l'Occident moderne avec pour cap la philosophie orientale. À l'origine de cette adaptation en BD, Stéphane Melchior a imaginé un scénario au plus près de ce texte original, qui exalte l'aventure par le refus de la compétition et des honneurs. La réussite de Moitessier célèbre le spectacle sans cesse renouvelé de la vie en mer par son humilité et cet art de faire avec presque rien. Au dessin, Younn Locard, fort de son expérience de marin, semble manœuvrer avec sa plume et ses pinceaux sur le pont du bateau. Au jour le jour, par tous les temps, il donne la mesure de l'immensité parcourue en sublimant les paysages perçus du point de vue de la mer, des oiseaux ou des dauphins. Quand sur terre se jouaient la révolution et la guerre, Moitessier incarnait par son refus une spiritualité libertaire et écologique que ce récit embarqué fait revivre, gonflé par le vent de l'actualité. Le dessinateur associé au compositeur Ojün et au poète Titwann remet d'ailleurs lui aussi les voiles à travers un spectacle, *Nuit noire*, inspiré par cette épope. Première escale, samedi, au festival Étonnantes Voyageuses de Saint-Malo. ■

[www.etonnantes-voyageurs.com](http://www.etonnantes-voyageurs.com)

L.S.


**LA CHRONIQUE  
PHILO DE  
CYNTHIA FLEURY**


JULIEN GAILLARD/HANS LUCAS

## L'anthropocène se révèle intime et politique

**Nous savons que le concept d'anthropocène est à juste titre grandement critiqué**, notamment parce qu'il n'est pas assez robuste scientifiquement, mais le terme se maintient néanmoins parce qu'il a su, de façon fantasmatique, correspondre au spectre problématique contemporain.

Dans *Notre Nouvelle Nature*, Anna Tsing, Jennifer Deger, Alder Keleman Saxena, Feifei Zhou, respectivement anthropologue, ethnographes et artiste, produisent une nouvelle analyse dudit concept en s'appuyant sur ceux de « féralté » (ou comment le télescopage du sauvage et du domestique reconfigure les frontières, les écosystèmes, les espèces), de « patchs », de « corridors » (ou comment la focalisation sur des morceaux de territoire nous permet de comprendre la réalité des équilibres écosystémiques) ou encore d'« holobionte » (ou de quelle façon de nouvelles entités sont constituées par des assemblages d'espèces hôtes). L'anthropocène n'est pas qu'une aventure

globale, méta ; il se révèle intime, en transformant les formes de vie, et résolument politique. Le projet du *Feral Atlas* collecte des enquêtes écosystémiques sur la souffrance humaine : par exemple, l'anthropologue Paulla Ebron s'est intéressée aux environnements pathologiques qui ont façonné l'expérience de l'esclavage.

L'anthropologue Paulla Ebron s'est intéressée aux environnements pathologiques qui ont façonné l'expérience de l'esclavage : « En portant un nouveau regard sur le célèbre dessin représentant le navire négrier Brookes, qui circulait à l'initiative des abolitionnistes du XIX<sup>e</sup> siècle, Ebron ne s'est pas intéressée seulement aux corps des captifs, mais aussi à l'espace minuscule entre eux. En se demandant quoi d'autre pouvait vivre dans ces fragments d'espace vide, elle s'est intéressée aux rats, aux poux, aux moustiques et autres organismes porteurs de maladies qui rendaient la survie encore plus précaire. »

Aujourd'hui les virus de la dengue et Zika sont des descendants directs des souches qui ont « évolué » sur ces bateaux. Le *Feral Atlas* est un projet interdisciplinaire qui réunit des universitaires de toutes disciplines, des artistes et des observateurs vernaculaires. L'objectif est d'offrir une vision granulaire de l'anthropocène, au plus près des vies et des jeux de domination profondément intriqués dans les interactions hommes-nature, pour mieux les déconstruire. Par exemple, il existe un mouvement grandissant en faveur de la démolition des barrages aux États-Unis afin de restaurer les écosystèmes locaux et d'améliorer la santé publique.

Rappelons que la philosophie de la non-construction de Lacaton et Vassal se présente comme relevant de l'architecture. Pour nos esprits modernes, il n'est pas simple de comprendre comment le fait de démolir des infrastructures à grande échelle peut devenir une partie nécessaire de la restauration écologique et culturelle. ■



Le 15 octobre 1946, Ambroise Croizat lors de l'inauguration du premier centre de sécurité sociale de Paris. LP

## Croizat, un ouvrier ministre au service du peuple

**BIOGRAPHIE** Emmanuel Defouloy, journaliste à l'Agence France-Presse, retrace le parcours du militant communiste, fondateur de la Sécurité sociale.

**Ambroise Croizat, justice sociale et humanisme en héritage**, d'Emmanuel Defouloy, Geai bleu éditions, 280 pages, 12 euros

**S**orti en ce 80<sup>e</sup> anniversaire de la victoire sur le nazisme, le livre d'Emmanuel Defouloy, journaliste à l'Agence France-Presse, donne à voir tout le parcours syndical et politique d'Ambroise Croizat, le ministre du Travail qui mit en place la Sécurité Sociale en 1945, dans le gouvernement dirigé par Charles de Gaulle. Croizat étant communiste, des commentateurs tentèrent d'attribuer le premier rôle à Pierre Laroque, alors que ce dernier n'a jamais cherché à se l'approprier en travaillant avec le ministre.

### « UN ANTIHITLÉRIEN DE TOUJOURS »

Pour rédiger cet ouvrage, Emmanuel Defouloy a questionné le petit-fils d'Ambroise Croizat, Pierre Caillaud-Croizat. Né en 1964, il n'a pas connu son grand-père, décédé d'un cancer en 1951. Mais il a échangé très tôt avec sa grand-mère Denise, puis avec sa mère, Liliane, fille du couple. Né en 1901, Ambroise Croizat fit son entrée en usine comme apprenti à 13 ans, en 1914, tandis que la génération de son père partait à la guerre. Dans l'entre-deux-guerres, il milita activement à la CGT et au Parti communiste français. Le 26 avril 1936, il fut élu député dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris, au premier tour de scrutin. Trois ans plus tard, au début de la Seconde Guerre mondiale, la répression s'abat sur les parlementaires et les militants

communistes. « Hier après-midi à 15 heures, j'ai fait ma première entrée en prison, non pas en assassin, en voleur, en trafiquant de mandat, mais en honnête homme qui n'est pas un traître mais un antihitlérien de toujours », écrit-il le 9 octobre 1939 à son épouse Denise. Il ne sera libéré que le 4 février 1943, longtemps après avoir été transféré en Algérie. Beaucoup d'autres résistants furent fusillés, à commencer par les 27 de Châteaubriant.

À sa création, la Sécurité sociale voulue par Ambroise Croizat met en place « l'assurance-maladie, les allocations familiales, le versement des pensions de retraite, la couverture des accidents du travail et des maladies professionnelles ». Nous cotisons toujours pour couvrir ces risques, tandis que des grands patrons et des politiciens dénoncent ces couvertures comme des « charges » à réduire pour augmenter le salaire net. Opposons-leur cette citation du livre d'Emmanuel Defouloy : « Avant la crise du Covid, 69 % de la population mondiale ne bénéficiait d'aucune protection sociale ou n'était couverte que partiellement, selon les données de l'Organisation des Nations unies. »

Après le travail du journaliste communiste Michel Étiévent (1) consacré à Croizat et cité par Emmanuel Defouloy celui-ci nous rappelle l'importance de la protection sociale assurée de manière collective. Offrir aux jeunes générations ce nouvel ouvrage est une manière de combattre la politique d'une équipe au pouvoir de plus en plus discréditée, car au service exclusif des nantis. ■

**Il fait son entrée  
en usine  
comme apprenti  
à 13 ans, en 1914.**

GÉRARD LE PUILL

(1) Ambroise Croizat ou l'invention sociale, éditions GAP, 1999.

# Une famille, ce n'est pas qu'un papa et une maman

**TÉLÉVISION** Gabriel et Andy, couple gay vivant à Cardiff, se lancent dans l'adoption d'un enfant. La mini-série britannique de Daf James nous transporte sans relâche tantôt entre humour et tristesse, tantôt entre paillettes et mouchoirs.

*Lost Boys and Fairies*, Arte, 20 h 55

**A** près huit ans de vie commune, Gabriel (Siôn Daniel Young) et Andy (Fra Fee) entament les démarches pour adopter un enfant. Le premier épisode de la série ouvre sur leur rencontre avec Jackie (Elizabeth Berrington), l'assistante sociale chargée de leur dossier, loin d'être des plus simples. L'homoparentalité pèse évidemment dans la balance. Mais le passé de Gabe ne joue pas non plus en leur faveur : orphelin de mère très jeune et fils d'un diacre homophobe, la construction de son identité dans un pays de Galles sous Margaret Thatcher s'est faite dans la douleur, avec une addiction aux drogues dures et à l'alcool. Son conjoint Andy, en revanche, est l'image du parfait petit gendre. Il est l'enfant d'une mère aimante, travaille comme comptable et paie même pour la thérapie de Gabriel.

*Lost Boys and Fairies* aborde plusieurs thèmes à la fois en trois épisodes d'une heure. D'abord, l'adoption lorsqu'on est un couple gay : le regard des autres n'est pas toujours simple à assumer, surtout quand les autres, c'est son propre père. Celui de Gabriel est catégorique, un enfant a besoin d'un père et d'une mère. Alors que « *n'importe qui peut tirer un coup et faire un bébé* », enrage Gabriel après l'interrogatoire de Jackie.

Outre l'adoption, c'est l'idée de famille qui est mise en perspective. Gabriel devient une drag-queen au bar Neverland après avoir quitté le domicile familial. C'est



SIMON RIDGEWAY - DUCH SOUPS ALL-MEDIA INTERNATIONAL

Gabriel et Andy (Siôn Daniel Young et Fra Fee) devront assumer le regard des autres en étant un couple de pères.

là qu'il se construit une famille de cœur. Le parallèle entre cette famille choisie et la question de l'adoption devient évident. *Lost Boys and Fairies* interroge joliment ce que signifie « fonder une famille » en dehors des discours hétéronormatifs. Toutes les familles représentées dans la série s'éloignent de l'image de la famille nucléaire.

De manière subtile, elle montre au spectateur une multitude de façons de faire famille, de la monoparentalité à la famille d'accueil. L'homophobie et le deuil sont traités, parfois à la limite du cliché, à travers les vieux démons de Gabriel. Démons parfois au sens littéral, puisque la religion de son père influence

énormément sa relation à sa sexualité. Dans une séquence assez lunaire, on peut voir un jeune Gabriel entraîné dans les enfers par le diable après avoir prié pour se « guérir » de son homosexualité. Le symbolisme, plus que limpide, est à l'image du ton parfois acide de la série. Mais parfois, la métaphore passe par une séquence musicale qui dénote abruptement du reste pour signifier une perte de contrôle. Pour être prêt à adopter un enfant, Gabriel doit d'abord être prêt à devenir parent, lui qui vit une relation extrêmement dure avec son père et avec sa propre identité.

La série raconte avec beaucoup de recherches et de sensibilité les démarches d'adoption pour un couple gay au Royaume-Uni. Plus qu'importante en ce début du mois des Fiertés, dans une période où les droits des personnes queers sont très menacés, *Lost Boys and Fairies* nous transporte du rire aux larmes avec autant de douceur que d'intensité. ■

CHARLIE BARREIRA

**L**a radio RTL, où il a officié si longtemps, a annoncé ce mercredi le décès de Philippe Labro, grande voix de l'antenne, dont il fut aussi dirigeant. Il était une sorte de touche-à-tout, tour à tour journaliste, écrivain, parolier de chansons pour Johnny Hallyday. Il gardait aussi des amitiés douteuses, comme celle qu'il entretenait avec Vincent Bolloré.

Philippe Labro aura eu une vie bien remplie. Né à Montauban en 1936, il est pourtant un rejeton assumé de la bourgeoisie parisienne, dont il a été un digne représentant tout au long de sa vie. À Paris, il mène ses études au lycée Janson-de-Sailly. Quand il rate son bac, il s'en-vole pour les États-Unis, à 17 ans. Une bourse lui permet d'accéder à l'université Washington et Lee, située à Lexington, en Virginie. Ces deux années passées lui

## Philippe Labro, une vie en toutes lettres

**DISPARITION** Le journaliste, écrivain et ami de Vincent Bolloré, est décédé ce mercredi, à Paris, à 88 ans. Il est avant tout reconnu pour ses années passées à RTL et pour le lancement de la chaîne Direct 8.

vaudront un retournement de carrière et d'inspiration.

À son retour en France en 1957, la chevalière aux armes de son université ne quitte plus son annuaire. Il pose l'action de son roman *l'Étudiant étranger* (1986) dans le décor de la Virginie qu'il a connue, et s'essaie également à l'écriture de chansons. Il écrit notamment, en 1982, *Mon Amérique à moi*, qui baigne allègrement dans le cliché, pour Johnny Hallyday.

Ses quinze ans à la direction de RTL lui valent sa renommée. D'abord chroniqueur de l'antenne à partir de 1976, il est rapidement promu responsable des émissions d'information, puis nommé patron des programmes de la station en 1985. En 1996, il devient vice-président directeur général de RTL. Il quitte le poste en 2000, mais continue à être présent dans les médias, notamment avec l'émission *Ombre et lumière* sur France 3, de 2001 à 2006.

Outre son parcours en journalisme, Philippe Labro s'est essayé à beaucoup de domaines. En plus de la littérature et des chansons, il s'est également lancé dans le monde du cinéma à la fin des années 1960 et a réalisé sept longs métrages, dont *Tout peut arriver* (1969), *la Crime* (1983) ou *Rive droite, rive gauche* (1984).

Il a été, de façon complètement assumée, un proche de Vincent Bolloré, jusqu'à la fin. Philippe Labro s'est allié à lui pour la création de la chaîne Direct 8, devenue D8, puis C8, avant que l'antenne ne soit finalement supprimée en mars 2025.

Il en a été non seulement l'artisan, mais aussi un fervent participant, en animant l'émission culturelle *l'Essentiel* jusqu'à l'arrêt de la chaîne. Il lui est resté de cette décision de l'Arcom, confiait-il au journal *le Monde*, une « grosse amertume ». Tout est dit. ■

C. B.

**RETRouvez l'Humanité sur Internet**

**Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...**

**Toute notre actualité à portée de clic.**

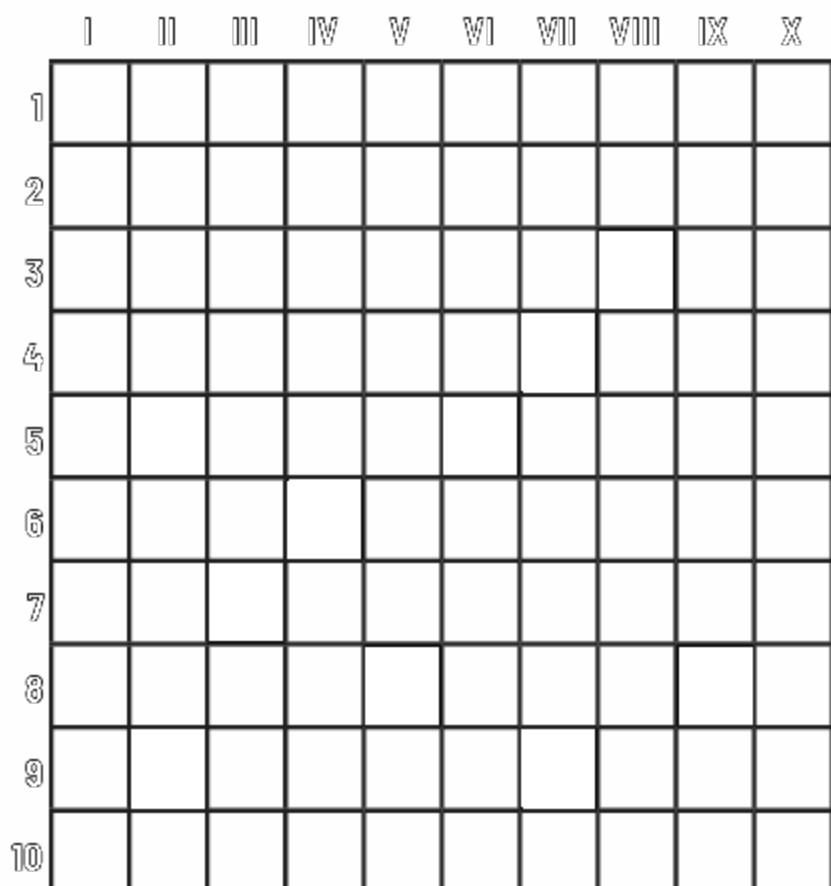
➤ [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

➤ [facebook.com/humanite.fr](https://facebook.com/humanite.fr)

➤ [twitter.com/humanite\\_fr](https://twitter.com/humanite_fr)

➤ [linkedin.com/company/lhumanite](https://linkedin.com/company/lhumanite)

➤ Compte lhumanitefr sur Instagram


**MOTS CROISÉS N° 24 207 par Martial Dubois****HORIZONTALEMENT**

1. Véhicules du SAMU. 2. Qui agit toujours avec le même train-train. 3. Récoltée ça et là. Vieux oui. 4. État d'Europe sur la Méditerranée. Le sujet pensant. 5. Bien arrivée. Oiseau coureur. 6. Espace entre deux couilles. Tissu dont le poil forme des petits grains. 7. Douze mois. Traiter avec certains égards. 8. Né de. Légèrement aigre. 9. Bout de bois. Célèbre espion royal. 10. Grande faiblesse morale ou physique.

**VERTICALEMENT**

1. Qui dépend de la seule volonté. 2. Jus de raisin non fermenté. Souvent avant les autres. 3. Combustible. Cinq centimes. 4. Salutaire. Mis au point peu à peu. 5. Un champ de plantes à fleurs bleues. Existés. 6. Charge de baudet. Croix dont l'extrémité se termine par un petit anneau. 7. Met en doute. Presse à mâchoires. 8. Cérum. Expatriée. 9. Zone sensible du corps. 10. La rumeur. 11. Agitèrent en tous sens.

**SOLUTION** HORIZONTALEMENT 1. Ambulances. 2. Routinière. 3. Butinée. 4. Icielle. 5. Ménager. 6. Rue de Rattine. 7. An. Méneige. 8. Issu. 9. Drôle. 10. Epuisement. 11. Arbitrage. 12. Motif. 13. Buteau. 14. M. Utile. 15. M. Linéaire. 16. Annee. 17. Niè. 18. Etre. 19. Emigré. 20. Digne. 21. Secouer. 22. Es. 23. Meille. 24. Rue de Rattine. 25. An. Méneige. 26. Rue de Rattine. 27. An. Méneige. 28. Issu. 29. Drôle. 30. Epuisement.

**l'Humanité**

**Fondateur** Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay  
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
**Capital social** 3 000 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
**Téléphone** 01 49 22 72 72  
**Service aux abonnés** Tél. : 01 55 84 40 30  
E-mail : relationlecteur@humanite.fr  
**Vente en kiosques**  
Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.  
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr  
**Vente militante** 01 49 22 73 55  
**Publicité** Comédiance. Olivier Valentin, président  
Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)  
Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)  
Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)  
**Directoire**  
Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication  
**Conseil de surveillance**  
Jean-Louis Frostin, président  
**Actionnaires principaux** SAS Fonds d'Humanité,

Association des lectrices et des lecteurs de l'Humanité  
**Impression** POP (La Courneuve), SMP (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes), MidiPrint (Gallargues)  
**Numéro ISSN** 0242-6870  
**Dépôt légal** Date de parution  
**Commission paritaire** 1124 C 79615  
**Tirage du 3 juin 2025** 26 698 exemplaires  
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100 % de fibres recyclées - IFDG. Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



**La Fête de l'Humanité**  
12 • 13 • 14 Septembre 2025  
Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge  
LA BASE 217 (91)

**l'Humanité**

**VOUS DONNENT RENDEZ-VOUS**

**JEUDI 12 JUIN 2025 - 18H00 à 20H30**  
**PLACE DE LA RÉPUBLIQUE - PARIS**

**Prises de parole & diffusion du Bon de Soutien**

**AVEC**

- **Fabien GAY**  
Directeur de l'Humanité et Sénateur de la Seine-Saint-Denis
- **Ian BROSSAT**  
Sénateur de Paris
- **Nathalie SIMONNET**  
Responsable du collectif national de diffusion du bon de soutien

**BON DE SOUTIEN**  
**'l'Humanité**  
2025

**La Fête de l'Humanité**

**ABONNEZ-VOUS à l'Humanité**  
www.humanite.fr

**RETRouvez l'Humanité sur Internet**

**Reportages, analyses, entretiens, chroniques, vidéos, directs...**

**Toute notre actualité à portée de clic.**

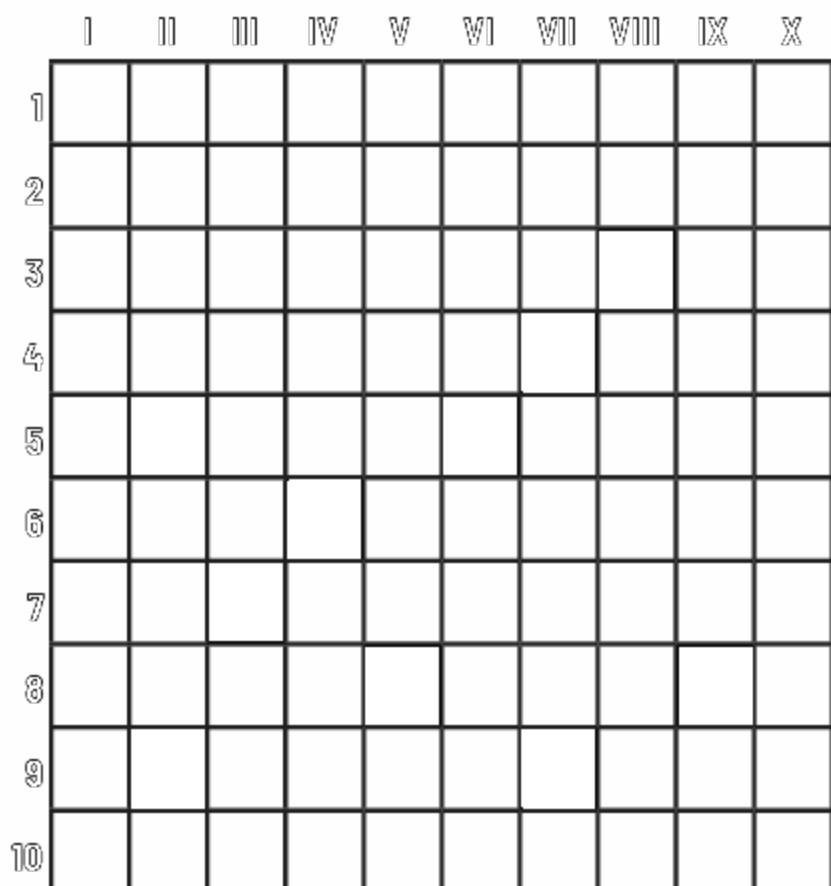
➤ [www.humanite.fr](http://www.humanite.fr)

➤ [facebook.com/humanite.fr](https://facebook.com/humanite.fr)

➤ [twitter.com/humanite\\_fr](https://twitter.com/humanite_fr)

➤ [linkedin.com/company/lhumanite](https://linkedin.com/company/lhumanite)

➤ Compte lhumanitefr sur Instagram


**MOTS CROISÉS N° 24 207 par Martial Dubois****HORIZONTALEMENT**

1. Véhicules du SAMU. 2. Qui agit toujours avec le même train-train. 3. Récoltée ça et là. Vieux oui. 4. État d'Europe sur la Méditerranée. Le sujet pensant. 5. Bien arrivée. Oiseau coureur. 6. Espace entre deux couilles. Tissu dont le poil forme des petits grains. 7. Douze mois. Traiter avec certains égards. 8. Né de. Légèrement aigre. 9. Bout de bois. Célèbre espion royal. 10. Grande faiblesse morale ou physique.

**VERTICALEMENT**

1. Qui dépend de la seule volonté. 2. Jus de raisin non fermenté. Souvent avant les autres. 3. Combustible. Cinq centimes. 4. Salutaire. Mis au point peu à peu. 5. Un champ de plantes à fleurs bleues. Existés. 6. Charge de baudet. Croix dont l'extrémité se termine par un petit anneau. 7. Met en doute. Presse à mâchoires. 8. Cérum. Expatriée. 9. Zone sensible du corps. 10. La rumeur. 11. Agitèrent en tous sens.

**SOLUTION** HORIZONTALEMENT 1. Ambulances. 2. Routinière. 3. Butinée. 4. Icielle. 5. Ménager. 6. Rue de Rattine. 7. An. Méneuse. 8. Issu. 9. Drôle. 10. Epuisement. 11. Arbitrage. 12. Motif. 13. Bureau. 14. Utile. 15. M. 16. Linéaire. 17. Emigré. 18. Espagne. 19. X. Secouer. 20. Es. 21. Année. 22. Ansée. 23. Niè. 24. Etau. 25. Ill. 26. M. 27. Un. 28. M. 29. Utile. 30. M. 31. Linéaire. 32. Es. 33. Ill. 34. Bureau. 35. Utile. 36. M. 37. Linéaire. 38. Es. 39. Ill. 40. Bureau. 41. Utile. 42. M. 43. Linéaire. 44. Es. 45. Ill. 46. Bureau. 47. Utile. 48. M. 49. Linéaire. 50. Es. 51. Ill. 52. Bureau. 53. Utile. 54. M. 55. Linéaire. 56. Es. 57. Ill. 58. Bureau. 59. Utile. 60. M. 61. Linéaire. 62. Es. 63. Ill. 64. Bureau. 65. Utile. 66. M. 67. Linéaire. 68. Es. 69. Ill. 70. Bureau. 71. Utile. 72. M. 73. Linéaire. 74. Es. 75. Ill. 76. Bureau. 77. Utile. 78. M. 79. Linéaire. 80. Es. 81. Ill. 82. Bureau. 83. Utile. 84. M. 85. Linéaire. 86. Es. 87. Ill. 88. Bureau. 89. Utile. 90. M. 91. Linéaire. 92. Es. 93. Ill. 94. Bureau. 95. Utile. 96. M. 97. Linéaire. 98. Es. 99. Ill. 100. Bureau. 101. Utile. 102. M. 103. Linéaire. 104. Es. 105. Ill. 106. Bureau. 107. Utile. 108. M. 109. Linéaire. 110. Es. 111. Ill. 112. Bureau. 113. Utile. 114. M. 115. Linéaire. 116. Es. 117. Ill. 118. Bureau. 119. Utile. 120. M. 121. Linéaire. 122. Es. 123. Ill. 124. Bureau. 125. Utile. 126. M. 127. Linéaire. 128. Es. 129. Ill. 130. Bureau. 131. Utile. 132. M. 133. Linéaire. 134. Es. 135. Ill. 136. Bureau. 137. Utile. 138. M. 139. Linéaire. 140. Es. 141. Ill. 142. Bureau. 143. Utile. 144. M. 145. Linéaire. 146. Es. 147. Ill. 148. Bureau. 149. Utile. 150. M. 151. Linéaire. 152. Es. 153. Ill. 154. Bureau. 155. Utile. 156. M. 157. Linéaire. 158. Es. 159. Ill. 160. Bureau. 161. Utile. 162. M. 163. Linéaire. 164. Es. 165. Ill. 166. Bureau. 167. Utile. 168. M. 169. Linéaire. 170. Es. 171. Ill. 172. Bureau. 173. Utile. 174. M. 175. Linéaire. 176. Es. 177. Ill. 178. Bureau. 179. Utile. 180. M. 181. Linéaire. 182. Es. 183. Ill. 184. Bureau. 185. Utile. 186. M. 187. Linéaire. 188. Es. 189. Ill. 190. Bureau. 191. Utile. 192. M. 193. Linéaire. 194. Es. 195. Ill. 196. Bureau. 197. Utile. 198. M. 199. Linéaire. 200. Es. 201. Ill. 202. Bureau. 203. Utile. 204. M. 205. Linéaire. 206. Es. 207. Ill. 208. Bureau. 209. Utile. 210. M. 211. Linéaire. 212. Es. 213. Ill. 214. Bureau. 215. Utile. 216. M. 217. Linéaire. 218. Es. 219. Ill. 220. Bureau. 221. Utile. 222. M. 223. Linéaire. 224. Es. 225. Ill. 226. Bureau. 227. Utile. 228. M. 229. Linéaire. 230. Es. 231. Ill. 232. Bureau. 233. Utile. 234. M. 235. Linéaire. 236. Es. 237. Ill. 238. Bureau. 239. Utile. 240. M. 241. Linéaire. 242. Es. 243. Ill. 244. Bureau. 245. Utile. 246. M. 247. Linéaire. 248. Es. 249. Ill. 250. Bureau. 251. Utile. 252. M. 253. Linéaire. 254. Es. 255. Ill. 256. Bureau. 257. Utile. 258. M. 259. Linéaire. 260. Es. 261. Ill. 262. Bureau. 263. Utile. 264. M. 265. Linéaire. 266. Es. 267. Ill. 268. Bureau. 269. Utile. 270. M. 271. Linéaire. 272. Es. 273. Ill. 274. Bureau. 275. Utile. 276. M. 277. Linéaire. 278. Es. 279. Ill. 280. Bureau. 281. Utile. 282. M. 283. Linéaire. 284. Es. 285. Ill. 286. Bureau. 287. Utile. 288. M. 289. Linéaire. 290. Es. 291. Ill. 292. Bureau. 293. Utile. 294. M. 295. Linéaire. 296. Es. 297. Ill. 298. Bureau. 299. Utile. 300. M. 301. Linéaire. 302. Es. 303. Ill. 304. Bureau. 305. Utile. 306. M. 307. Linéaire. 308. Es. 309. Ill. 310. Bureau. 311. Utile. 312. M. 313. Linéaire. 314. Es. 315. Ill. 316. Bureau. 317. Utile. 318. M. 319. Linéaire. 320. Es. 321. Ill. 322. Bureau. 323. Utile. 324. M. 325. Linéaire. 326. Es. 327. Ill. 328. Bureau. 329. Utile. 330. M. 331. Linéaire. 332. Es. 333. Ill. 334. Bureau. 335. Utile. 336. M. 337. Linéaire. 338. Es. 339. Ill. 340. Bureau. 341. Utile. 342. M. 343. Linéaire. 344. Es. 345. Ill. 346. Bureau. 347. Utile. 348. M. 349. Linéaire. 350. Es. 351. Ill. 352. Bureau. 353. Utile. 354. M. 355. Linéaire. 356. Es. 357. Ill. 358. Bureau. 359. Utile. 360. M. 361. Linéaire. 362. Es. 363. Ill. 364. Bureau. 365. Utile. 366. M. 367. Linéaire. 368. Es. 369. Ill. 370. Bureau. 371. Utile. 372. M. 373. Linéaire. 374. Es. 375. Ill. 376. Bureau. 377. Utile. 378. M. 379. Linéaire. 380. Es. 381. Ill. 382. Bureau. 383. Utile. 384. M. 385. Linéaire. 386. Es. 387. Ill. 388. Bureau. 389. Utile. 390. M. 391. Linéaire. 392. Es. 393. Ill. 394. Bureau. 395. Utile. 396. M. 397. Linéaire. 398. Es. 399. Ill. 400. Bureau. 401. Utile. 402. M. 403. Linéaire. 404. Es. 405. Ill. 406. Bureau. 407. Utile. 408. M. 409. Linéaire. 410. Es. 411. Ill. 412. Bureau. 413. Utile. 414. M. 415. Linéaire. 416. Es. 417. Ill. 418. Bureau. 419. Utile. 420. M. 421. Linéaire. 422. Es. 423. Ill. 424. Bureau. 425. Utile. 426. M. 427. Linéaire. 428. Es. 429. Ill. 430. Bureau. 431. Utile. 432. M. 433. Linéaire. 434. Es. 435. Ill. 436. Bureau. 437. Utile. 438. M. 439. Linéaire. 440. Es. 441. Ill. 442. Bureau. 443. Utile. 444. M. 445. Linéaire. 446. Es. 447. Ill. 448. Bureau. 449. Utile. 450. M. 451. Linéaire. 452. Es. 453. Ill. 454. Bureau. 455. Utile. 456. M. 457. Linéaire. 458. Es. 459. Ill. 460. Bureau. 461. Utile. 462. M. 463. Linéaire. 464. Es. 465. Ill. 466. Bureau. 467. Utile. 468. M. 469. Linéaire. 470. Es. 471. Ill. 472. Bureau. 473. Utile. 474. M. 475. Linéaire. 476. Es. 477. Ill. 478. Bureau. 479. Utile. 480. M. 481. Linéaire. 482. Es. 483. Ill. 484. Bureau. 485. Utile. 486. M. 487. Linéaire. 488. Es. 489. Ill. 490. Bureau. 491. Utile. 492. M. 493. Linéaire. 494. Es. 495. Ill. 496. Bureau. 497. Utile. 498. M. 499. Linéaire. 500. Es. 501. Ill. 502. Bureau. 503. Utile. 504. M. 505. Linéaire. 506. Es. 507. Ill. 508. Bureau. 509. Utile. 5010. M. 5011. Linéaire. 5012. Es. 5013. Ill. 5014. Bureau. 5015. Utile. 5016. M. 5017. Linéaire. 5018. Es. 5019. Ill. 5020. Bureau. 5021. Utile. 5022. M. 5023. Linéaire. 5024. Es. 5025. Ill. 5026. Bureau. 5027. Utile. 5028. M. 5029. Linéaire. 5030. Es. 5031. Ill. 5032. Bureau. 5033. Utile. 5034. M. 5035. Linéaire. 5036. Es. 5037. Ill. 5038. Bureau. 5039. Utile. 5040. M. 5041. Linéaire. 5042. Es. 5043. Ill. 5044. Bureau. 5045. Utile. 5046. M. 5047. Linéaire. 5048. Es. 5049. Ill. 5050. Bureau. 5051. Utile. 5052. M. 5053. Linéaire. 5054. Es. 5055. Ill. 5056. Bureau. 5057. Utile. 5058. M. 5059. Linéaire. 5060. Es. 5061. Ill. 5062. Bureau. 5063. Utile. 5064. M. 5065. Linéaire. 5066. Es. 5067. Ill. 5068. Bureau. 5069. Utile. 5070. M. 5071. Linéaire. 5072. Es. 5073. Ill. 5074. Bureau. 5075. Utile. 5076. M. 5077. Linéaire. 5078. Es. 5079. Ill. 5080. Bureau. 5081. Utile. 5082. M. 5083. Linéaire. 5084. Es. 5085. Ill. 5086. Bureau. 5087. Utile. 5088. M. 5089. Linéaire. 5090. Es. 5091. Ill. 5092. Bureau. 5093. Utile. 5094. M. 5095. Linéaire. 5096. Es. 5097. Ill. 5098. Bureau. 5099. Utile. 50100. M. 50101. Linéaire. 50102. Es. 50103. Ill. 50104. Bureau. 50105. Utile. 50106. M. 50107. Linéaire. 50108. Es. 50109. Ill. 50110. Bureau. 50111. Utile. 50112. M. 50113. Linéaire. 50114. Es. 50115. Ill. 50116. Bureau. 50117. Utile. 50118. M. 50119. Linéaire. 50120. Es. 50121. Ill. 50122. Bureau. 50123. Utile. 50124. M. 50125. Linéaire. 50126. Es. 50127. Ill. 50128. Bureau. 50129. Utile. 50130. M. 50131. Linéaire. 50132. Es. 50133. Ill. 50134. Bureau. 50135. Utile. 50136. M. 50137. Linéaire. 50138. Es. 50139. Ill. 50140. Bureau. 50141. Utile. 50142. M. 50143. Linéaire. 50144. Es. 50145. Ill. 50146. Bureau. 50147. Utile. 50148. M. 50149. Linéaire. 50150. Es. 50151. Ill. 50152. Bureau. 50153. Utile. 50154. M. 50155. Linéaire. 50156. Es. 50157. Ill. 50158. Bureau. 50159. Utile. 50160. M. 50161. Linéaire. 50162. Es. 50163. Ill. 50164. Bureau. 50165. Utile. 50166. M. 50167. Linéaire. 50168. Es. 50169. Ill. 50170. Bureau. 50171. Utile. 50172. M. 50173. Linéaire. 50174. Es. 50175. Ill. 50176. Bureau. 50177. Utile. 50178. M. 50179. Linéaire. 50180. Es. 50181. Ill. 50182. Bureau. 50183. Utile. 50184. M. 50185. Linéaire. 50186. Es. 50187. Ill. 50188. Bureau. 50189. Utile. 50190. M. 50191. Linéaire. 50192. Es. 50193. Ill. 50194. Bureau. 50195. Utile. 50196. M. 50197. Linéaire. 50198. Es. 50199. Ill. 50200. Bureau. 50201. Utile. 50202. M. 50203. Linéaire. 50204. Es. 50205. Ill. 50206. Bureau. 50207. Utile. 50208. M. 50209. Linéaire. 50210. Es. 50211. Ill. 50212. Bureau. 50213. Utile. 50214. M. 50215. Linéaire. 50216. Es. 50217. Ill. 50218. Bureau. 50219. Utile. 50220. M. 50221. Linéaire. 50222. Es. 50223. Ill. 50224. Bureau. 50225. Utile. 50226. M. 50227. Linéaire. 50228. Es. 50229. Ill. 50230. Bureau. 50231. Utile. 50232. M. 50233. Linéaire. 50234. Es. 50235. Ill. 50236. Bureau. 50237. Utile. 50238. M. 50239. Linéaire. 50240. Es. 50241. Ill. 50242. Bureau. 50243. Utile. 50244. M. 50245. Linéaire. 50246. Es. 50247. Ill. 50248. Bureau. 50249. Utile. 50250. M. 50251. Linéaire. 50252. Es. 50253. Ill. 50254. Bureau. 50255. Utile. 50256. M. 50257. Linéaire. 50258. Es. 50259. Ill. 50260. Bureau. 50261. Utile. 50262. M. 50263. Linéaire. 50264. Es. 50265. Ill. 50266. Bureau. 50267. Utile. 50268. M. 50269. Linéaire. 50270. Es. 50271. Ill. 50272. Bureau. 50273. Utile. 50274. M. 50275. Linéaire. 50276. Es. 50277. Ill. 50278. Bureau. 50279. Utile. 50280. M. 50281. Linéaire. 50282. Es. 50283. Ill. 50284. Bureau. 50285. Utile. 50286. M. 50287. Linéaire. 50288



Son combat a commencé en 2006, lors de sa rencontre avec Badem, une petite phoque orpheline.

Baie de Gökova (Turquie), envoyée spéciale.

**L**es flancs des montagnes plongent dans les eaux claires d'une crique de Karacasögüt, dans la baie de Gökova (sud-ouest de la Turquie). C'est dans ces paysages que Zafer Kizilkaya a entamé sa lutte pour créer des aires marines protégées (AMP).

Derrière le rire facile et les manières ouvertes, ce baroudeur déterminé, né à Ankara en 1969, a sillonné les océans. Son père, ingénieur, refuse qu'il devienne biologiste. « Nous sommes une génération qui ne dit jamais non à ses parents, raconte-t-il. J'ai donc étudié le génie civil, mais aussi, comme passe-temps, la biologie, en particulier la biologie marine tropicale. » Pour devenir ensuite plongeur professionnel, puis chercheur et photographe marin en Indonésie, où il est recruté par National Geographic.

Ce n'est qu'en 2006 que se profile le retour au pays, lorsqu'un ami le contacte au sujet d'un bébé phoque moine, retrouvé orphelin : « On parle alors de moins de 400 individus dans toute la Méditerranée. » L'espèce est classée « vulnérable » par l'Union internationale pour la conservation de la nature. Pour sauver la petite femelle, il a fallu tout créer. « Il n'y avait pas de centre de réhabilitation en Turquie. » Zafer Kizilkaya contacte un « ami ». La famille Koç, « très influente » – une des plus riches de Turquie –, adopte et finance l'orpheline, baptisée Badem, « amande » en turc. « Elle ressemblait à une amande ! Elle était minuscule », se souvient-il avec tendresse. La petite phoque, devenue la « Paris Hilton des mers » dans les médias, plaisante Zafer Kizilkaya, est rendue à la

## Zafer Kizilkaya, sentinelle de la Grande Bleue

Face au fléau de la surpêche, l'ingénieur, biologiste autodidacte passionné de l'océan, œuvre à la création d'aires marines protégées en Turquie.

vie sauvage une fois adulte, mais revient parfois « chez elle ».

En explorant la zone dans laquelle il installe Badem, Zafer Kizilkaya se rend compte que l'océan est vide. « En cas de surpêche, de pêche illégale, il n'y a plus de poissons. Mais s'il y a du soleil, de l'eau salée et une surface rocheuse, il devrait y avoir des micro-algues. Là, rien. Comme si une guerre nucléaire avait eu lieu. » Il contacte National Geographic, des recherches sont menées : « La baie de Gökova était la moins poissonneuse de toute la Méditerranée. » Il l'interprète comme un « signe » pour revenir et créer des aires protégées.

### INTERDIT AUX CHALUTS DE FOND

Un long chemin « à partir de zéro », au cours duquel il a fallu composer avec les autorités et les pêcheurs. Avec ces derniers, le dialogue n'a pas toujours été facile, relate

l'ingénieur : « Ils veulent attraper toujours plus de poissons. Ils obtiennent quelque chose gratuitement de la nature et, dans tout l'océan, il n'y a que cette petite baie à laquelle ils ne devraient pas toucher. Mais non, ils ne l'acceptent pas. »

Mais Zafer Kizilkaya est obstiné. « Au début, les gens essayaient de me battre. Ils me disent maintenant : « Tu nous as sauvé la vie ! » Car, en 2008, la pêche artisanale dans la baie s'est « totalement effondrée ». « J'ai expliqué que protéger cette zone était la seule solution, que, dans cinq ans, avec l'effet d'entraînement, il y aurait beaucoup de poissons » car les stocks se recomposent dans les zones préservées, mais ne s'y cantonnent pas.

Zafer Kizilkaya promet aux pêcheurs artisanaux de fermer la moitié de la baie aux illégaux et aux chaluts de fond, responsables de l'effondrement des populations. L'accord leur convient. « Se contenter

de dire "nous fermons ces zones, partez d'ici" ne marche pas. Il faut d'abord donner quelque chose. » L'ingénieur fonde, en 2012, l'Association de conservation de la Méditerranée, qui lance également le projet Fisherwomen. Celui-ci permet aux pêcheuses d'obtenir des microcrédits et crée des bourses d'études pour leurs enfants. Aujourd'hui, « près de 70 d'entre elles pêchent avec leur mari ou seules ».

### L'INVASION DES POISSONS-LIONS

Pour s'assurer que les zones protégées ne soient pas des lieux de pêche illégale, alors que les gardes-côtes n'ont pas le temps de mener des contrôles, il crée une unité de rangers, anciens pêcheurs du secteur. La flotte compte désormais huit bateaux, répartis dans les AMP. La lutte ne s'est pas limitée à Gökova, d'autres aires ont été créées depuis en Turquie, à Fethiye-Göcek et Datça-Bozburun : « Nous emmenons les pêcheurs d'ici pour discuter avec les pêcheurs locaux. » Des actions qui lui ont valu le prix Goldman pour l'environnement en 2023.

Son association étudie également les espèces invasives, plus de 1 200 aujourd'hui, arrivées en Méditerranée par l'agrandissement du canal de Suez : « La mer Rouge est plus haute que la Méditerranée. Il y a un flux naturel. » Comme le poisson-lion, un « prédateur féroce », ou le crabe bleu, qui ont un impact sur la biodiversité. Pour limiter la croissance des populations, Zafer Kizilkaya et son association proposent... de les manger. Et se transforment en poissonniers pour fournir des restaurateurs connus, qui les ajoutent à leurs menus et les popularisent. Un travail de tous les instants pour protéger l'océan. Zafer, en turc, signifie « victoire ». ■

JESSICA STEPHAN